

CHRISTINE LEBEL

Maître de conférences en droit privé

Habilitée à diriger les recherches

Hors-Classe, 6^e échelon

Droit des affaires / Droit des entreprises en difficulté

Droit des sociétés / Droit commercial

Droit rural / Droit de la vigne et du vin



Université de Franche-Comté - UFR SJEPEG

45 D Avenue de l'Observatoire

25030 Besançon Cedex

Tél : +33 (0) 6 81 71 58 84

christine.lebel@univ-fcomte.fr

Responsable Axe 2 CRJFC (Activités économiques et professionnelles), UR 3225

Membre de l'Ecole Doctorale DGEP

Co-Directrice du Master Droit des affaires UFR SJEPEG

Directrice Adjointe en charge des études du SUP-FC

Obtention de la prime PEDR octobre 2021

FONCTIONS

Depuis le 1^{er} sept. 2014 : *Maître de conférences HDR en droit privé*, Université de Franche-Comté.

- **Depuis 2019** : Co-Directrice du Master Droit des affaires, UFR SJEPEG (Besançon)
- **Depuis 2017** : Responsable du Master 1 Droit des affaires, Besançon
- **2014-2017** : Responsable pédagogique de la Licence de Droit, Université de Franche-Comté

Chercheur au *Centre de recherches juridiques de Franche-Comté* (Université de Bourgogne Franche-Comté, CRJFC, F-25000, Besançon, France)

Depuis 2016 : Responsable de l'Axe 2 du CRJFC

Sept 1998 – Août 2014 : **Maître de conférences** à la Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion de Nancy, Université de Lorraine

Habilitation à diriger les recherches le 26 février 2000

Sept. 1995 – Août 1997 : *ATER en Droit Privé* à la Faculté de Droit de Dijon (Université de Bourgogne)

Sept. 1991 – Août 1995 et de Sept. 1997 - Août 1998 : *Vacataire* à la Faculté de Droit de Dijon (Université de Bourgogne)

DIPLÔMES ET TITRES UNIVERSITAIRES

2000 : *Habilitation à diriger les recherches* (Nancy, Université de Lorraine)

1998 : *Qualification aux fonctions de Maître de conférences* par le Conseil National des Universités (Section 01).

1996 : *Doctorat en droit privé et sciences criminelles* (Université de Bourgogne) « L'élaboration du plan de continuation de l'entreprise en redressement judiciaire », Thèse Dijon, 12 octobre 1996, sous la direction de Mme le Professeur Arlette Martin-Serf

Mention très honorable, félicitations du jury, proposition pour la publication, proposition pour un prix de thèse.

Thèse soutenue devant le jury suivant :

- M. Yves Chaput, Professeur à l'Université Paris I, Panthéon-Sorbonne (Rapporteur) ;
- M. Michel Germain, Professeur à l'Université Paris II, Panthéon-Assas (Rapporteur)
- M. Daniel Tricot, Conseiller à la Cour de cassation ;
- Mme Arlette Martin-Serf, Professeur à l'Université de Bourgogne ;
- M. Jean-Pierre Legros, Maître de conférences à l'Université de Bourgogne
-

Thèse récompensée par le Prix Daniel Parisot de la meilleure thèse de droit privé de la Faculté de droit de Dijon (1996)

1989 : **DESS Droit des affaires**, mention juriste d'entreprise, Université de Bourgogne, Mention Bien, Major de promotion

Mémoire sur Les contrats en cours, Direction Pr. D. Tricot

Obtention de l'équivalent DEA par délibération du Conseil scientifique de l'université de Bourgogne

PUBLICATIONS

<https://cv.hal.science/christine-lebel>

ORCID : 0000-0002-8699-4987

IdRef : 053489365

Ouvrages

1. *L'élaboration du plan de continuation de l'entreprise en redressement judiciaire* Préface A. Martin-Serf et Avant-Propos D. Tricot, PUAM, collec. IDA, 2000
2. *Entreprise Individuelle*, Collec. Axe Droit, Lamy 2011

3. *Droit des affaires*, Cours et exercices corrigés, coll. Cursus Droit, Armand Colin 2012
4. *Les exploitations agricoles fragiles*, ss . dir Ch.Lebel, Legitech 2025

Chapitres d'ouvrages

1. Le sort de l'animal dans le cadre des procédures collectives, in « Animal et Droit, Bestiaire, Patrimoine juridique, Défis contemporains » ss. dir. C. Bouglé-Le Roux, N. Reboul-Maupin, préf. D. Mantovani LexisNexis 2024 , pp. 251-262
2. La cession de l'exploitation agricole en difficulté, in Mél. en l'honneur B. Saintourens, Lexisnexus pp. 809-820
3. 2. La protection du nom du vin par les AOP et les IGP depuis le règlement (UE) 2021/2117 du 2 décembre 2021, in « La protection du vin », ss. dir. R. Bouniol, éd. Mare et Martin 2024, pp. 87-100
4. Sécurité et souveraineté alimentaire : entre agronomie et agroécologie, in M. Depince et C. Ribot (dir.), « Droit de l'alimentation : nourrir, soigner, protéger », Presses universitaires de la Faculté de Droit et de Science politique de Montpellier, 2023, pp. 37-47
5. Commentaire des articles 5, 8, 9, 10 et 15 pour la France de la Directive (UE) 2019/1023 du 20 juin 2019 relative aux cadres de restructuration préventive, Commentaire article par article, ss. dir . M. Menjucq, Bruylant 2023
6. L'admission du cloisonnement patrimonial par le droit des entreprises en difficulté, in « Le nouveau visage de l'entrepreneur individuel », ss. dir. J.N. Stoffel, PUAM 2023, pp. 137-148
7. La participation aux instance décisionnelles en droit rural : les zones de non-traitement, in la société civile et la protection juridique de l'environnement et de la santé, ss . dir. A. Dubuis et B. Lapérou-Schneider, éd.Mare et Marin 2023, pp. 113-122
8. Entreprises et Transgénérationnel : « la transmission de l'exploitation agricole familiale, in Les Juristes au soutien du transgénérationnel » ss. dir. A. L. Fabas-Serlooten, S. Lacroix-de Sousa et J. Mestre, éd. Mare et Martin, 2023, pp. 229-241
9. Le rebond de l'exploitant agricole en difficulté par la liquidation judiciaire : réalité ou utopie ? in « Résilience, rebond des TPE et PME en difficulté. Faut-il sauver l'entreprise quoi qu'il en coûte ? Regards croisés Droit et Gestion » ss. dir. K. Lafaurie, A. Rivet, L'Harmattan, coll. « Droit privé et sciences criminelles », 2023, pp. 115-13

10. Le financement des exploitations agricoles en difficulté, in « Le financement des entreprises, Actualités juridiques et pratiques », ss. dir. S. Atsarias-Dumas et P. Letourneur, Lexisnexis 2023, pp. 179-201

11. La réforme du statut de l'entrepreneur individuel, ss. dir N. Jullian et J.F. Hamelin, LGDJ, Lextenso 2022, « Spécificité des agriculteurs », pp 38-46 et « Mise en extinction de l'EIRL » pp. 60-69

12. Grands arrêts de droit viticole : « Métayage viticole, Cass. 3^e civ. 10 oct. 019, n° 17-28.862 » et « Droit de plantation, CJCE 13 déc. 1979, aff. 44/79 », ss. dir. Th. Georgopoulous, éd. Mare et Martin novembre 2022, *Ouvrage couronné du Prix OIV 2023*

13. De l'action en comblement de passif à l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif : quelles évolutions ? in Mél. A. Martin-Serf, L'effervescence du droit des affaires au XXI^e siècle, Larcier 2022, pp.465-475

14. *Promoting the Wine Industry under French Law*, in Wine Law, ss. dir. C. Torres, <https://publicacoes.eshte.pt> (libre d'accès) 2021, pp. 300-320

15. Traité des procédures collectives, ss dir. Bernard Soinne (†), Michel Menjucq et Bernard Saintourens : LexisNexis 2021 soit 312 pages /3166 du Traité

Deuxième partie TRAITEMENT JUDICIAIRE DE L'ENTREPRISE

LIVRE II LA SAUVEGARDE

Titre I LA PÉRIODE D'OBSERVATION

La poursuite de l'activité de l'entreprise en sauvegarde (chap. I)

Titre III LE PLAN DE SAUVEGARDE

La préparation du plan (chap. I) ; L'adoption du plan (chap. II) ; l'exécution du plan (chap. III)

LIVRE III LE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

La répartition des pouvoirs entre le débiteur et l'administrateur (chap. I) ; Les spécificités du plan de redressement (chap. III)

Troisième partie LES RÉGIMES SPÉCIFIQUES

LIVRE I LES RÉGIMES SPÉCIFIQUES DE DROIT INTERNE

Titre II L'AGRICULTEUR

Titre V LES PROFESSIONS LIBÉRALES

16. - *La personne morale à l'épreuve du droit des entreprises en difficulté : le sort de la société débitrice en liquidation judiciaire*, Mél. D. Gibirila, PU Toulouse 1 Capitole, 2021, pp. 185-200

17. *La publicité collective du vin*, « La vigne, le vin et le droit : du local au global, Mél. R. Tinlot, Mare et Martin, 2020, pp. 191-202
18. La situation sociale de l'associé-exploitant de société agricole in « L'agriculture durable » T.III, Environnement, nutrition, santé ss. dir. M.L.Demeester et V. Mercier, PUAM 2020, pp. 145-154
19. *Les baux ruraux et l'entreprise en difficulté*, in L'immeuble et le droit des procédures collectives, ss. dir. A. Cerati-Gauthier et V. Perruchot-Triboulet, collec. Pratique des affaires, Lextenso 2019, pp. 67-83
20. *Les compléments alimentaires : un flou juridique ?* in Les métamorphoses de l'aliment, ss dir. A. DI LAURO (Pr. Univ. Pise, Italie), ouvrage collectif en anglais, français et italien, in Edizioni ETS, 2019, pp.51-57
21. *La délicate situation de l'associé-exploitant d'une société agricole en difficulté*, Mél. J.L. Vallens, Lextenso 2017, pp. 93-109
22. *La protection de la résidence principale de l'entrepreneur individuel*, in *Genre, famille et vulnérabilité*, Mél. C. Philippe, collec. Colloques et rencontres, L'Harmattan 2017, pp. 247-268
23. *La complexité des rapports entre la caution et le créancier du débiteur en procédure collective*, in Les procédures collectives complexes, ss. dir. A. Cerati-Gauthier et V. Perruchot-Triboulet, collec. Pratique des affaires, Lextenso 2017, pp. 99-112
24. *De la nécessaire clarification du droit des sociétés ou l'actualisation du Code de commerce*, in Mél en l'honneur de Mme le Professeur P. Bloch, Larcier 2015, pp. 93-104
25. - *Le droit de retrait de l'associé*, Mél. en l'honneur Pr. Le Guidec, Lexisnexis 2014, pp. 747-760
26. *François Geny : juriste et propriétaire forestier*, in « La pensée de François Geny » ss. dir. O. Cachard, Dalloz 2013, pp. 139-151
27. *Professions libérales et droit des entreprises en difficulté*, in « Entreprises en difficulté » collec. Droit 360 ° ; Litec, Lexisnexis, sous la direction scientifique du Pr Roussel Galle, juillet 2012
28. *Société civiles, sociétés commerciales, une distinction encore pertinente en droit français ?* in « Droit privé européen : l'unité dans la diversité, Convergences en droit de l'entreprise, », publication franco-allemande, ss. dir. O. Cachard, éd. Seiller 2012 pp. 225-233

29. *La situation des associés indéfiniment responsables du passif social en cas de défaillance de la société*, Mél. en l'honneur du Président Tricot, Litec, Dalloz 2011, pp. 487 – 505

30. *L'attractivité du droit français des procédures collectives : la prévention des difficultés*, in *Pratique des affaires (les atouts du droit français)*, coll. Axe Droit, éd. Lamy, 2010, pp. 129-144

31. *La société en participation : précisions et illustrations jurisprudentielles*, *Annales de la Faculté de Droit de Nancy*, vol 2, 2009-2010, éd. PUN 2010, p. 172

32. *Le paiement à l'épreuve des procédures collectives*, Mél. B. Gross, PUN 2009, p. 449

33. *La théorie de l'unité du patrimoine à l'épreuve des procédures collectives*, Mél. G. Goubeaux, Dalloz-LGDJ 2009, p. 33

34. *Le dessaisissement du débiteur soumis à une procédure collective*, Mél. en l'honneur Pr. Ch. Dugas de la Boissonny, PUN 2008, pp. 127-144

Direction scientifique de dossiers publiés

1. *Les patrimoines de l'entrepreneur individuel*, Actes pratiques & Stratégie patrimoniale, n° 4, Octobre- Novembre- Décembre 2023
2. *Les arbres hors forêt et en forêt : de la protection juridique à la gestion optimisée* : Droit et patrimoine juin 2023, n° 336, pp. 22-44
3. *Droit des arbres*, Droit et Patrimoine mars 2022, n° 322, pp 28-53
4. *Immeuble et société*, Journal des sociétés septembre 2015, pp. 9-45
5. *Sociétés civiles, sociétés commerciales : divergences et convergences*, Journal des sociétés novembre 2014, pp. 9-45

Articles

1. Baux commerciaux et procédures collectives, Rev. loyers févr. 2024, pp. 55-59
2. L'entrepreneur individuel, sa résidence principale et ses autres immeubles, in « Les patrimoines de l'entrepreneur individuel », Actes pratiques & Stratégie patrimoniale, n° 4, Octobre-Novembre- Décembre 2023, Dossier 32

3. *Le statut de l'entrepreneur individuel*, Coécrit avec J. Prieur et J. Vallansan, in « Les patrimoines de l'entrepreneur individuel », Actes pratiques & Stratégie patrimoniale, n° 4, Octobre- Novembre- Décembre 2023, Dossier 28
4. *Comment accompagner les agriculteurs en difficulté ?*, Rev. Française de comptabilité, nov. 2023, n° 580, pp. 48-51
5. *La régulation de l'accès au foncier agricole par les opérations sociétaires*, Droit et patrimoine octobre 2023, n° 339, pp. 12-17
6. *Défrichement : notion, autorisation et sanction*, in « Les arbres hors forêt et en forêt : de la protection juridique à la gestion optimisée », Droit et patrimoine juin 2023, n° 336, pp. 39-44
7. *Les particularismes des baux ruraux et leurs applications dans la jurisprudence récente de la Cour de cassation*, Lexbase éd. Affaires, n° 745, 9 février 2023
8. *Le rôle de l'étiquetage nutritionnel simplifié : La pomme de la discorde entre Nutri-Score et les signes de l'origine et de la qualité*. Dalloz IP/IT, 2023, 01, pp.14. (halshs-03948454)
9. *Patrimoine professionnel de l'exploitant agricole : caractéristiques, composition et opérations*, Rev. Dr. Rur. août-sept. 2022, Etude 29
10. *Del registro de agricultores activos al registro nacional de empresas (Du registre des actifs agricoles au registre national des entreprises) Revista Española de Estudios Agrosociales y Pesqueros 259 (2022), ss. dir. E. Muñiz (Univ. Valladolid, Espagne) pp. 13-35*
11. *Sociétés et groupements forestiers*, in « Sociétés agricoles et forestières », ss. dir. B. Brignon, Dossier Act. Prat. Et Ingénierie Sociétaire, juillet 2022
12. *De l'exploitant agricole à l'entrepreneur individuel en agriculture*, RD rur. mai 2022, Etude 20
13. *La cession du bail commercial modifiée par la loi n° 2022-172 du 14 février 2022 relative à l'activité professionnelle indépendante*, Rev. loyers avril 2022, pp. 168-170
14. *L'entrepreneur individuel et les procédures de surendettement, à propos de la Loi n° 2022-172, du 14 février 2022, en faveur de l'activité professionnelle indépendante*, Lexbase Hebdo affaires 17 mars 2022
15. *De quelques particularités du groupement forestier*, in Dossier « Droit des arbres » ss. dir. Ch. Lebel, Droit et Patrimoine mars 2022, p.45
16. *Régulation du foncier agricole au travers de structures sociétaires, à propos de la Loi n° 2021-1756, du 23 décembre 2021, portant mesures d'urgence pour assurer la régulation au foncier agricole au travers de structures sociétaires*, Lexbase Hebdo privé du 27 janvier 2022
17. *Regard sur le rôle du tribunal dans la réforme du droit des entreprises en difficulté par l'ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021*, Rev. proc. collec. janv. 2022, Dossier 11

18. *Le statut de la coopération agricole à l'époque d'Emile Guillaumin*, Droit et Littérature, n° 6, 2022, pp. 123-137
19. *Création du registre national des entreprises et exploitations agricoles*, RD rur. déc. 2021, Etude 23
20. *Le sort des animaux en cas de procédure collective*, Rev. Proc. collec. mars 2021, Etude 7
21. *Covid-19 : une troisième ordonnance d'adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles*, RD rur. févr. 2021, Etude 3
22. *Le sort des animaux en cas de procédure collective*, RD rur. févr. 2021, Dossier 9
23. *L'idéologie coopérative dans le milieu agricole* in Dossier, l'avenir du modèle coopératif, AJ Contrats d'affaires - Concurrence – Distribution, oct. 2020, pp.426-430
24. *Promenade jurisprudentielle dans les vignes cultivées au moyen d'un bail rural*, Jus Vini n°1/2020, pp. 37-53
25. *Fin de l'urgence sanitaire : des outils pour le rebond des exploitations agricoles*, RD rur. juil. 2020, Etude 23
26. - *Adaptation des règles relatives au droit des exploitations agricoles en difficulté en raison de l'urgence sanitaire*, RD rur. juin 2020, Etude 22
27. *L'exploitant agricole et les ordonnances Covid-19* in Dossier « Droit des entreprises en difficulté » Gaz. Pal. 13 juillet 2020, pp. 70-72
28. *La préservation du bail des immeubles affectés à l'activité de l'entreprise en difficulté en cas de défaut de paiement des loyers*, Lexbase hebdo Aff. n°633 du 30 avril 2020
29. *Le droit rural dans l'activité législative de l'hiver 2019* Lexbase hebdo éd. Privée n° 816 du 12 mars 2020
30. *Loi n° 2019-744 du 19 juillet 2019 de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés : dispositions relatives au droit commun des sociétés et aux sociétés civiles*, Lexbase Hebdo, éd. Affaires du 12 sept. 2019, n°605
31. *La loi PACTE et le droit des entreprises agricoles*, RD rur août 2019, Etude 14
32. *Loi Pacte : neutralisation de la clause de solidarité inversée dans les cessions d'entreprises en difficulté*, obs. L. Pacte, Rev. Loyers juin 2019, p. 272
33. *Entreprise individuelle et entreprise en difficulté dans la loi Pacte*, JCP N 2019, Dossier 1206
34. *Le cadre juridique de la coopération agricole précisé*, AJContrat mai 2019, pp. 227-231
35. *L'embarrassante question de la sous-location de la terre dans la filière de la pomme de terre*, Hebdo édition privée n°780 du 18 avril 2019, n°N8623BXN

36. *La représentation et le droit des sociétés*, Journal des sociétés mars 2019, n° 172, pp. 35-38
37. *Favoriser une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous*, Bull. Dict. perm. Entreprise Agricole déc. 2018
38. *Les opérations de restructurations des associations depuis la loi ESS du 31 juillet 2014*, article co-écrit avec L. Athlan, Jour. Sociétés sept. 2018
39. *Le départ d'un associé d'une société en difficulté*, in Dossier « Sociétés et entreprises en difficulté », ss. dir. M. Rakotovahini, pp. 29-33, LPA 31 juil. 2018
40. *La responsabilité pour insuffisance d'actif des dirigeants sociaux* (conditions, condamnations, sanctions), in Dossier « La responsabilité des dirigeants sociaux » ss. Dir. D. Gibirila, Jour. Sociétés juin 2018, pp. 44-48
41. *Les particularismes des sociétés agricoles*, Jour. Sociétés janv. 2018
42. *Le rosé français qui n'était pas français ! Ou la problématique des vins sans indication géographique*, Journal Spécial des Sociétés, 26 sept. 2018, pp. 14-15
43. « *La sauvegarde du patrimoine viticole familial : quelles voies possibles ?* », *Les Rencontres du Clos Vougeot « Quelle durabilité en vigne et en cave ?* », 5-7 oct. 2017, Chaire Unesco « Culture et Traditions du Vin » de l'Université de Bourgogne, in « *Les Rencontres du Clos Vougeot 2017* » pp. 197-195
44. *De l'intérêt de créer une SAS agricole*, Bull. Dict. permanent Entreprise agricole juin-juillet 2017, Zoom, pp. 1-5
45. *Respect de l'effectivité de la communication des conclusions au ministère public*, Lexbase Hebdo Affaires n° 512 du 8 juin 2017
46. *La vente d'animaux de rente*, Lexbase Hebdo privée n° 746 du 21 juin 2018
47. *D'ici la moisson*, Focus, RD rur. juin-juillet 2017, Alerte 68
48. *L'EIRL agricole*, Lexbase Hebdo édition privée générale, n° 704 du 29 juin 2017
49. *Le débiteur, personne marié ou l'influence réciproque du droit des entreprises en difficulté et du droit des régimes matrimoniaux*, Journ. Sociétés avril 2017, pp. 16-18
50. *L'évolution de la composition du conseil d'administration*, Actes pratiques et Ingénierie Sociétaire 2017, Dossier 2
51. *La consécration de la primauté du plan de redressement sur la cession totale de l'entreprise*, JCP E 2016, 1582
52. *Dissolution et liquidation des sociétés ou l'évolution de la disparition de la société en 50 ans, depuis la loi du 24 juillet 1966*, Lexbase Hebdo affaires, n°476 du 28 juillet 2016
53. *Premières applications du rétablissement professionnel*, Rev. Proc. collec. 2016, Etude 13

54. *La qualité du débiteur*, in Dossier 30 ans de réforme, Rev. proc. coll. 2016, Dossier 5
55. *Le revenu agricole à l'épreuve du droit des sociétés*, RD rur. 2016, Dossier 2
56. *La société, propriétaire foncière*, Journ. Sociétés sept. 2015, pp. 25-30
57. *Les procédures collectives et la loi ESS*, Journ sociétés mai 2015, p.55 à 61
58. *Les sociétés agricoles et forestières après la loi n° 2014-1170 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014*, RD rur. 2015, Dossier
59. *L'associé décédé, ses héritiers et la société*, Journ. sociétés, nov. 2014, pp. 28 -33
60. *Les particularités d'une association en difficulté*, Journ. sociétés, sept. 2014, p. 36 à 40
61. *L'ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014 et les plans de sauvegarde et de redressement*, Gaz. Pal., 8 avril 2014, p. 19 à 21
62. *La dégénérescence de la société en formation ou l'échec de la constitution avec l'activité débutée ou continuée sans immatriculation*, Journ. Sociétés mars 2014, pp.26-30
63. *Modification du Livre VI du Code de commerce par la loi ESS du 31 juillet 2014*, JCP E 2014, 1548
64. *La réforme des SNC et des SARL par l'ordonnance du 31 juillet 2014*, Lexbase Hebdo Affaires n° 395, du 25 sept. 2014
65. *Eligibilité des associés de certaines sociétés de personnes aux procédures collectives*, JCP E 2014, 1207
66. *Amélioration de l'impartialité des tribunaux et de l'indépendance des mandataires de justice et le renforcement de la sécurité juridique par l'ordonnance du 12 mars 2014*, Lexbase Hebdo Affaires n° 393 du 11 sept. 2014
67. *Le règlement amiable agricole réformé par l'Ordonnance du 12 mars 2017*, Rev. proc. collec. mars 2014 p. 71
68. *Les sociétés d'exercice libéral et les sociétés de participation financière de la profession libérale de vétérinaire*, Journal des sociétés févr. 2014, pp. 38-43
69. *Les indisponibilités du droit des procédures collectives*, Rev. Lamy Dr. Affaires 2013, n° 4780 et Dr.& Patrimoine janv. 2014 p. 34
70. *L'entreprise agricole conjugale*, RD rur. janv. 2013, Colloque 7
71. *Le couple et le statut du fermage*, Rev. Loyers 2013, pp. 114-12
72. *La fin de l'exploitation agricole en couple*, Lexbase Hebdo éd. privée 505, 29 nov. 2012
73. *Livre III de la partie législative du Code forestier : Bois et Forêts des particuliers*, RD rur. 2012, Dossier 14

74. *Le traitement des difficultés du GAEC*, RD rur. déc. 2012, Dossier 32
75. *Le GAEC, structure juridique d'entreprise agricole*, RD rur. 2012, Dossier 18
76. *Procédure collective et réunion à l'actif des biens du conjoint, à propos de l'abrogation de l'article L.624-6 C. com.*, JCP N 2012, 1315
77. *EIRL : L'adaptation des règles gouvernant le déroulement de la procédure*, Rev. proc. coll. mars-avril 2011, Dossier 19
78. *L'information des actionnaires*, in « L'information dans les sociétés, Journal des sociétés, déc. 2011, pp. 14-16
79. *Du commerçant et de l'artisan à l'activité commerciale et l'activité artisanale*, Rev. Lamy Dr. Aff. 2011, n° 3295
80. *Entrée en application de l'EIRL, les mesures réglementaires de la loi du 15 juin 2010*, JCP E 2011, act. 56
81. *Innovations apportées aux plans de sauvegarde et de redressement par la loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010*, Gaz. Pal. 7/8 janv. 2011, p. 9
82. *L'EIRL en difficulté ou l'adaptation du Livre VI du Code de commerce à l'ouverture d'une procédure à l'encontre du patrimoine d'affectation d'un débiteur personne physique*, Rev. Lamy Droit des Affaires, janv. 2011, 3210
83. *Le statut juridique de l'agriculteur, entrepreneur, réformé par la loi du 27 juillet 2010*, RDR oct. 2010, Etude 20
84. *Droit de l'animal, exercice de la profession vétérinaire et sécurité sanitaire*, RDR oct. 2010, Etude 19
85. *La qualité des produits alimentaires précisée par la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche*, RDR oct. 2010, Etude 18
86. *Modifications des dispositions du Code rural et de la pêche maritime relatives au droit de la vigne et du vin par l'ordonnance n° 2010-459 du 6 mai 2010 (articles 4 à 8)*, RD rur. août-sept. 2010, Etude 13
87. *Les avatars de la codification à droit constant*, JCP éd. G 2010, act. 404
88. *L'article L 235-5 du Code de la Sécurité sociale et les professions civiles indépendantes en procédure collective*, D. 2010, p. 835
89. *Les plans après l'ordonnance du 18 décembre 2008*, Gaz. Pal, 6 et 7 mars 2009, p. 46
90. *Le traitement des difficultés de l'exploitation agricole*, RD rur. avril 2009, Dossier 23
91. *Les mesures conservatoires dans l'ordonnance du 18 décembre 2008*, Rev. proc. coll. 2009, p. 52

92. *L'exercice du retrait litigieux à l'épreuve des procédures collectives*, D. 2008, p. 2455
93. *Brèves remarques sur le projet de loi de modernisation de l'économie, à propos de l'entrepreneur individuel*, JCP E 2008, Act. 240
94. *L'ouverture de la procédure dans le projet d'ordonnance « portant diverses mesures en faveur des entreprises en difficulté »*, Gazette des procédures collectives 2008/2 des 27 et 29 avril 2008, p. 3
95. *Le cotisant est-il un débiteur ? (Problématique inextricable de l'article R 241-2 du Code de la Sécurité sociale)*, Gazette des procédures collectives 2008/1, des 23 et 24 janvier 2008, p. 19
96. *Être ou ne pas être en cessation des paiements*, Gaz. Pal., 7 et 8 septembre 2005, p.14
97. *La période d'observation dans la loi de sauvegarde des entreprises en difficulté du 26 juillet 2005*, Rev. proc. coll. 2005, p. 197
98. *Evolution de la propriété mobilière et don manuel*, Droit et patrimoine, septembre 1999, p. 48

Fascicules d'Encyclopédies juridiques

1. Etude « Bail emphytéotique », Dictionnaire Permanent Entreprise Agricole, éd. Législatives, 2023
2. Etude « Contrat de prise en pension », Dictionnaire Permanent Entreprise Agricole, éd. Législatives, 2023
3. Etude « Entraide » Dictionnaire Permanent Entreprise Agricole, éd. Législatives, 2023
4. Etude « GAEC » Dictionnaire Permanent Entreprise Agricole, éd. Législatives, 2023
5. Etude « GFA (Groupement foncier agricole) » (excepté la partie fiscale) Dictionnaire Permanent Entreprise Agricole, éd. Législatives, 2023
6. Etude « Groupement foncier rural » (excepté la partie fiscale) Dictionnaire Permanent Entreprise Agricole, éd. Législatives, 2023
7. Etude « Groupement pastoral » (excepté la partie fiscale) Dictionnaire Permanent Entreprise Agricole, éd. Législatives, 2023
8. Etude « Salaire différé » Dictionnaire Permanent Entreprise Agricole, éd. Législatives, 2023
9. Etude « Warrant agricole » Dictionnaire Permanent Entreprise Agricole, éd. Législatives, 2023

10. Déclaration Notariée d'insaisissabilité et Insaisissabilité légale, JCl. Entr. Individ. Fasc 952, 2022
11. Compétence juridictionnelle en matière de vente judiciaire forcée – Commentaires - JCl. Entreprise individuelle, Fasc. 3100, janv. 2022
12. Commerçant, Répertoire Commercial Dalloz, 2022
13. Groupement forestier, JCl. Sociétés Traité, Fasc. 185-15, 2022
14. Procédures collectives agricoles, J. Cl. Procédures collectives, Fasc 1715, 2022
15. Groupement forestier, J. Cl Sociétés formulaires, Fasc. E-230, 2022
16. Liquidation judiciaire -Rétablissement professionnel, JCl. Com. Fasc 2705, 2022
17. Sociétés civiles professionnelles, Généralités, JCl. Sociétés Traité, 191-10, 2018
18. EIRL, J. Cl. Commerciale, Fasc 80, 2023
19. Sociétés civiles – Sociétés d'exploitation, J. Cl. Sociétés Formulaire, Fasc. E-200, 2016
20. Débits de boissons – définition et classification – Commentaires, JCl. Entreprise individuelle, Fasc. 865, janv. 2022
21. Débits de boissons – Licence – Commentaires - JCl. Entreprise individuelle, Fasc. 870, janv. 2022
22. Fasc Synthèse Sociétés unipersonnelles, JCl. Entreprise individuelle, n°50, 2022
23. Fasc Synthèse Contrats de mise à disposition d'un fonds, JCl. Entreprise individuelle, n°70, 2022
24. Sociétés par actions simplifiées unipersonnelles, J. Cl. Entrprise individuelle, 2017
25. Location-Gérance, généralités, conclusion du contrat, J. Cl. Contrats distribution, 2008, en cours d'actualisation
26. Location-Gérance, effets, cessation du contrat, J. Cl. Contrats distribution, 2008, en cours d'actualisation
27. Fiche pratique « Choisir un statut professionnel pour le conjoint du chef d'entreprise », Lexis360°, mise à jour annuellement
28. Fiche pratique « Créer une auto-entreprise ou devenir micro-entrepreneur », Lexis360°, mise à jour annuellement
29. Fiche pratique « Établir ou modifier une déclaration d'insaisissabilité » Lexis360°, mise à jour annuellement

30. Fiche Pratique « Mettre un fonds de commerce en location-gérance » Lexis360°, mise à jour annuellement

Notes et chroniques de jurisprudence

1. Résiliation du bail rural pour défaut de paiement des loyers : quelle date retenir pour l'appréciation des manquements ? Hebdo privée, 27 juin 2024 (obs., sous Cass. 3e civ., 30 mai 2024, n° 20-11.871, F-D)
2. Appréciation souveraine du défaut d'exploitation effective du preneur, bénéficiaire de la cession judiciaire du bail (obs., sous Cass. 3e civ., 30 mai 2024, n° 22-11.300, F-D) Lexbase Hebdo privée, 27 juin 2024
3. Chemin rural ouvert au public : présomption d'appartenance à la commune sauf preuve contraire (obs., sous Cass. 3e civ., 13 juin 2024, n° 22-22.451, F-D) Lexbase Hebdo privée, 27 juin 2024
4. Bail rural : régime dérogatoire des baux de petites parcelles (obs., sous Cass. 3e civ., 13 juin 2024, n° 22-18.861, FS-B) Lexbase Hebdo privée, 20 juin 2024
5. Nullité de la déclaration de préemption de la SAFER : précisions (obs., sous Cass. 3e civ., n° 22-20.992, FS-B), Lexbase Hebdo privée, 20 juin 2024
6. Bail de courte durée : la suspension du délai de prescription pour cause de fraude est possible (note sous Cass. com. 30 mai 2024, n°23-10.184) Lexbase Hebdo affaires 20 juin 2024
7. Demande de résiliation du bail pour cause de décès du preneur (obs., sous Cass. 3e civ., 30 mai 2024, n° 22-22.158, FS-B) Lexbase Hebdo privée, 13 juin 2024
8. Action en nullité pour méconnaissance du droit de préemption : point de départ de la forclusion (obs., sous Cass. 3e civ. n° 21-21.366, FS-B), 13 juin 2024
9. Fixation du prix du bail renouvelé : rappel de l'obligation du dépôt du mémoire préalable (note sous Cass. 3e civ. 8 févr. 2024, n° 22-22.301, FS-B) Rev. loyers juin 2024, p. 280
10. Résiliation d'un bail pour cause de sous-location prohibée (obs., sous Cass. 3e civ., 16 mai 2024, n° 22-22.448, F-D), Lexbase Hebdo privée, 30 mai 2024
11. Vente d'une parcelle de terre sans informer la SAFER : quelles conséquences ? (obs., sous Cass. 3e civ., 16 mai 2024, n° 22-19.957, F-D), Lexbase Hebdo privée, 30 mai 2024
12. Refus de la résiliation d'un bail pour absence de cessation d'exploitation ou de changement destination (obs., sous Cass. 3e civ., 16 mai 2024, n° 22-17.715, F-D) Lexbase Hebdo privée, 30 mai 2024
13. Résiliation du bail rural pour absence de maîtrise et de disposition des parcelles louées (obs., sous Cass. 3e civ., 25 avril 2024, n° 22-19.931, F-D), Lexbase Hebdo privée 16 mai 2024
14. Droit de reprise du bailleur au profit d'un descendant : le juge doit vérifier si l'opération n'est pas soumise à déclaration préalable ! (obs., sous Cass. 3e civ., 25 avril 2024, n° 22-12.247, F-D) Lexbase Hebdo privée 16 mai 2024
15. Droit de reprise du bailleur : l'obligation d'avoir un projet agricole cohérent (obs., sous Cass. 3e civ., 25 avril 2024, n° 22-20.348, F-D) Lexbase Hebdo privée 16 mai 2024
16. Clarification à propos des délais de grâce et voies de recours dans le cadre de la conciliation, (note sous Cass. com. 25 oct. 2023, n° 22-15.776, F-B) JCP 2024, 1109
17. Insaisissabilité légale : la charge de la preuve de la qualification de l'immeuble pèse sur l'entrepreneur individuel (note sous Cass. com. 22 nov. 2023 n° 22-18.795, F-B), Gaz. Pal. 19 mars 2024, p. 66

18. Résolution unilatérale par notification sans mise en demeure préalable du bailleur (note sous Cass. 3e civ., 25 janv. 2024, n° 22-16.583, F-D) Rev. loyers mars 2024, p.103
19. Sanction de l'inaliénabilité des biens indispensables à la continuité de l'entreprise décidée par le tribunal (obs. sous Cass. com. 2 mai 2024, n° 22-22.968) Dalloz Actualité 30 mai 2024
20. Date d'entrée en vigueur du droit de préemption du locataire (note sous Cass. 3e civ. 29 mai 2024, n° 22-24.381, F-D) Rev. loyers févr. 2024, p. 224
21. Indifférence de la mauvaise foi du bailleur lorsque la clause résolutoire du bail est définitivement acquise (note sous Cass. 3e civ., 26 oct. 2023, n° 22-16.216, FS-B),) Rev. loyers janv. 2024, p.11
22. Modalités de prorogation de la société dans l'année suivant la date d'expiration (note sous Cass. com., 30 août 2023, n° 22-12.084) JCP E 2023, 1373
23. Compétence liée du juge-commissaire en matière de désignation d'un créancier institutionnel en qualité de contrôleur (obs. sous Cass. com. 25 oct. 2023, n° 22-16.907) Dalloz actualité 28 novembre 2023
24. Prescription de l'action en nullité du bail pour défaut d'autorisation d'exploiter (note sous Cass. 3e civ., 26 oct. 2023, n° 21-24.231) Lexbase Hebdo Droit Privé n° 966, 30 nov. 2023
25. Exception d'inexécution et manquement à l'obligation de délivrance du bailleur (note sous Cass. 3e civ., 6 juill. 2023, n° 22-15.923) Rev. loyers nov. 2023, p. 510
26. Caractéristiques de l'action en revendication du bail statutaire (note sous Cass. 3e civ., 25-05-2023, n° 21-23.007, FS-B), Rev. Loyers oct. 2023, n° 1040 p. 426
27. Restitution de l'indu pour cause d'erreur dans l'état de collocation (note sous Cass. com., 04 oct.2023, n° 22-15.456) Lexbase Hebdo Affaires, n° 773, 26 oct. 2023
28. Résolution du plan : nécessité de caractériser la cessation des paiements du débiteur (note sous Cass. com. 14 juin 2023, n° 21-21.540) Gaz. Pal. 19 sept. 2023, n° 29, p. 51
29. La procédure de retrait rend la cession de parts impossible (note sous Cass. 3e civ., 25 mai 2023, n° 22-17.246, FS-B) JCP E 2023, 1223
30. Exploitation agricole en difficulté : l'expérimentation des tribunaux des affaires économiques adoptée, AgriDroit (<https://www.agridroit.fr>), Quinzomadaire n° 15 du 22 août 2023
31. Cession du droit au bail et liquidation judiciaire : le liquidateur doit respecter la clause d'agrément (note sous Cass. com. 19 avril 2023, n° 21-20.655, F-B), Rev. Loyers juil. 2023, n°1039 - p. 338-340
32. Liquidation judiciaire : exclusion des droits propres d'une demande reconventionnelle de dommages et intérêts (obs. sous Cass. com. 14 juin 2023, n° 21-24.143, F-B) Dalloz Actualité 17 juillet 2023
33. Domaine d'application de l'action en rapport de la période suspecte précisé : le paiement par chèque effectué par un tiers pour le compte du débiteur concerné (note sous Cass. com., 24 mai 2023, n° 21-21.424, F+B), Lexbase Hebdo Affaires 15 juin 2023
34. Le pouvoir de se défendre seul d'un débiteur en redressement judiciaire et les effets de la clôture pour extinction du passif de la liquidation judiciaire d'une société (note sous Cass. com., 18 janvier 2023, n° 21-18.492, F-B) ; JCP E 2023, 1166
35. La prescription de l'action en paiement de l'indemnité d'occupation due par le locataire avant l'exercice de son droit d'option (note sous Cass. 3e civ., 16 mars 2023, n° 21-19.707, FS-B) ; Rev. Loyers juin 2023, n°1038, pp. 278-280
36. Action en garantie par un coobligé après la clôture de la liquidation judiciaire (note sous Cass. com 19 avril 2023, n° 21-19.563,B), Dalloz Actualité 16 mai 2023

37. L'autonomie de l'article L. 145-51 du Code de commerce affirmée par la Cour de cassation (note sous Cass. 3^e civ., 15 févr. 2023, n° 21-25.849, B) Rev. loyers mai 2023, n° 1037, pp.219/222
38. Point de départ pour assigner un débiteur retiré aux fins d'ouverture d'une procédure collective (obs sous Cass. com. 18 janv. 2023, n° 21-21.748) Gaz. Pal. 18 avril 2023, p.59/60
39. Date de la créance de restitution (obs sous Cass. com. 26 oct ; 2022, n° 21-13.474) Gaz. Pal. 18 avril 2023, p. 65
40. Conditions de la cession de l'entreprise agricole (obs sous TJ Niort 4 janv. 2023, n° 18/00541) Gaz. Pal. 18 avril 2023, p. 65/66
41. Précisions relatives à la régularité de la publicité de la déclaration notariée d'insaisissabilité : absence d'effet de l'erreur du greffe (obs. sous Cass. com. 14 déc ; 2022, n° 21-13.278) Gaz. Pal. 18 avril 2023, p. 70/71
42. Absence de droit propre du débiteur d'interjeter appel en cas de rejet du report de la date de cessation des paiements (obs. sous Cass. com. 5 oct. 2022, n° 21-22.250), Gaz. Pal. 18 avril 2023, p. 71
43. Autorisation préalable à la prise de contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole (note sous Loi n° 2021-1756 du 23 décembre 2021; décret n° 2022-1515 du 2 décembre 2022; arrêté du 23 décembre 2022, NOR : AGRT2234110A; arrêté du 23 décembre 2022, NOR : AGRT2235765A), Lexbase Hebdo édition privée, 13 avril 2023
44. Continuation de la société civile avec les héritiers de l'associé décédé : application au contrat de bail (note sous Cass. 3^e civ., 9 mars 2023, n° 21-21.698, F+B), Lexbase éd. Affaires, 30 mars 2023
45. Conditions d'adoption de résolution d'assemblée générale d'un GFA (note sous Cass. com. 12 oct. 2022, n° 21-15.407), Bull. Dict. Perm. Entrep. Agricole, n° 570, Févr. 2023, p.3
46. Action en requalification en bail commercial : la sanction du réputé non écrit est inapplicable (note sous Cass. 3^e civ., 7 déc. 2022, n° 21-23.103, B) Rev. loyers févr. 2023, n° 1034, p.62
47. Périmètre du réputé non écrit d'une clause d'indexation (note sous Cass. 3^e civ., 23 nov. 2022, n°21-18.921, D) Rev. Loyers janv. 2023, n° 1033, p. 10
48. Point de départ du délai de prescription triennale de l'action en faillite personnelle ou en interdiction de gérer en liquidation judiciaire ouverte après résolution du plan (note sous Cass. com. 23 novembre 2022, n° 21-19.431, F+B), Lexbase Affaires 15 déc. 2022, n° 739
49. La convention d'arbitrage n'est pas un contrat en cours (note sous Cass. com. 23 nov. 2022, n° 21-10.614) Dalloz Actualité 7 déc. 2022
50. L'exercice du droit de préférence conventionnel du preneur (note sous Cass. 3^e civ., 28 sept.2022, n° 21-18.007, F-D) Rev. loyers nov. 2022, p. 457
51. Notion de cession unique des locaux commerciaux distincts pour l'exclusion du droit de préemption du locataire commercial (note sous Cass. 3^e civ., 29 juin 2022, n° 21-16.452, FS-B) Rev. loyers oct. 2022, p. 395
52. Obligation de soumettre au plan de continuation toutes les créances déclarées (note sous Cass. com. 18 mai 2022, n° 19-25.796), Gaz. Pal. 27 sept. 2022, p. 46
53. Le seul fait de consigner une partie des sommes dues n'établit pas la cessation des paiements, (note sous Cass. com. 9 juin 2022, n° 21-10.475) Gaz. Pal. 27 sept. 2022, p. 48

54. Seule la résidence principale au jour du prononcé de la liquidation judiciaire est insaisissable par le liquidateur (note sous Cass. com. 18 mai 2022, n° 20-22.768) Gaz. Pal. 27 sept. 2022, p. 52
55. Application dans le temps de l'insaisissabilité légale de la résidence principale : seules les créances professionnelles postérieures sont visées (note sous Cass. com. 13 avril 2022, n° 20-23.165), Gaz. Pal. 27 sept. 2022, p. 53
56. Pour être qualifié de dirigeant de fait, un directeur doit avoir réalisé en toute indépendance des actes positifs précis de gestion et de direction, (note sous Cass. com. 9 juin 2022, n° 21-13.588), Gaz. Pal. 27 sept. 2022, p. 65
57. Le plan ne met pas fin à la suspension des poursuites individuelles (note sous Cass. com. 7 sept. 2022, n° 20-20.404) Dalloz Actualité 27 sept. 2022
58. L'application du principe de renouvellement du bail vaut renonciation à sa résolution judiciaire (note sous Cass. 3e civ., 11 mai 2022, n° 19-13.738, FS-B) Rev. loyers juil. 2022, p. 340
59. Résiliation du bail en liquidation judiciaire : application exclusive des règles dérogatoires (note sous Cass. 3e civ., 18 mai 2022, n° 20-22.164, FS-B) Rev. Loyers juil. 2022, p. 343
60. Maintien des effets de la déclaration notariée d'insaisissabilité après la cessation des paiements de l'entrepreneur individuel, (note sous Cass. com. 17 nov. 2021, n° 20-20.291) JCP E 2022, 1233
61. L'action en constatation de l'acquisition de la clause résolutoire paralysée par l'ouverture de la sauvegarde du preneur (note sous Cass. 3e civ., 13 avril 2022, n° 21-15.336, FS-B) Rev. loyers juin 2022, p. 279
62. Pas de remboursement des rémunérations indues des membres du conseil de surveillance pour cause de prescription (note sous Cass. com. 21 avril 2022, n° 20-13.637, F-D) Lexbase Affaires, n° 718 du 26 mai 2022
63. Portée de la confidentialité du rapport du conciliateur désigné dans le cadre d'un règlement amiable agricole (note sous CA Angers 25 janv. 2022, n° 20/00699), Gaz. Pal. 19 avril 2022, p. 50
64. Droit de reprise du bailleur versus droit à prorogation du preneur pour atteindre l'âge de la retraite : censure du Conseil constitutionnel (note sous Cons. const. QPC 11 mars 2022), Lexbase Hebdo privé 31 mars 2022
65. Lorsque le remboursement du compte courant est fautif (note sous Cass. com., 20 oct. 2021, n° 20-11.095, F-D), RD rur. févr. 2022, comm. 30
66. Associé de GAEC et surendettement des particuliers (note sous Cass. 3e civ., 16 déc. 2021, n° 20-18.344) RD rur. 2022 comm. 31
67. La limitation du caractère réputé non écrit d'une clause d'indexation (note sous Cass. 3e civ., 12 janv. 2022, n° 21-11.169, FS-B), Rev. loyers févr. 2022, p. 70
68. Absence de droit de retour légal pour le collatéraux sur les biens reçus en règlement de la créance de salaire différé (note sous Cass. 1e civ., 1er déc., n° 20-12.315). Bull Dict. perm. Entr. Agricole, févr. 2022, p. 4-5
69. Conditions d'éligibilité d'un l'associé de société civile au surendettement des particuliers (note sous Cass. 2e civ., 16 décembre 2021, n° 20-16.485 et Cass 2e civ., 16 décembre 2021, n° 20-18.344) Lexbade Hebdo affaires 13 janvier 2022
70. Élaboration du plan de sauvegarde et du plan de redressement (note sous Ord. n° 2021-1193, 15 sept. 2021), Rev. Proc. Collec 2021, comm. 155
71. Modalités de fixation de l'indemnité d'éviction (note sous Cass. 3e civ. 13 oct. 2021, n° 20-19.340, B) Rev. loyers déc. 2021, n° 1022, p. 497

72. Principe d'unicité du jugement d'ouverture d'une procédure collective appliqué à la déclaration notariée d'insaisissabilité (note sous Cass. com., 10 mars 2021, n° 19-21.971) ; JCP E 2021, 1540
73. Le groupement forestier est une société civile (note sous Cass. com., 29 sept. 2021, n° 19-25.112), RD rur. 2021, com. 261
74. Inéligibilité aux procédures collectives d'un gérant d'indivision (note sous CA Nancy, 2e ch. com., 23 juin 2021, n° 20/00765) RD rur. 2021, com. 262
75. Plan de redressement et rejet de la demande de résolution - De l'utilité de la régularisation en cours d'instance (note sous CA Poitiers, 2e ch. civ., 1er juin 2021, n° 20/02492) RD rur. 2021, com. 263
76. Inopposabilité d'un warrant agricole (note sous CA Rennes, 3e ch. com., 15 juin 2021, n° 18/07093) RD rur. 2021, com. 264
77. Modalités de fixation de l'indemnité d'éviction (note sous Cass 3e civ., 13 oct. 2021, n° 20-19.340, B), Rev. Loyers déc. 2021, n° 1022, p. 497
78. Associé de société civile : absence d'intérêt à former tierce-opposition à l'admission de la créance sociale (note sous Cass. com., 20 janv. 2021, n° 19-13.539, F-P+I), JCP E 2021, 1479
79. Déplafonnement du loyer renouvelé et ses effets (note sous Cass 3e civ., 9 sept. 2021, n° 19-19.285, B) Rev. Loyers nov. 2021, n° 1022, p. 453
80. Existence d'une contestation sérieuse d'une créance et saisine du juge compétent (note sous Cass. com., 29 sept. 2021, n° 20-13.367), RD rur. nov. 2021 comm. 247
81. Nullité d'une délibération du conseil d'administration d'une coopérative viticole (note sous CA Nîmes, 4e ch. com., 13 janv. 2021, n° 18/03002), RD rur. nov. 2021 comm. 246
82. Coopératives agricoles - Lorsque l'usage ne prouve pas tout ! (note sous CA Rennes, 2e ch., 5 févr. 2021, n° 17/06007) RD rur. 2021, com. 245
83. Fixation de l'indemnité d'occupation due par le preneur maintenu dans les lieux à l'expiration du bail (note sous Cass. 3e civ., 17 juin 2021, n° 20-15.296, B, Rev. loyers oct. 2021, n° 1021, p. 391
84. Mentions obligatoires dans la lettre de contestation adressée au créancier (note sous Cass. com., 20 janv. 2021, n° 19-19.415) RD rur. août 2021 comm. 196
85. Effets du défaut de reprise régulière d'une instance interrompues pour cause d'ouverture d'un redressement judiciaire (note sous Cass. com., 3 févr. 2021, n° 19-19.010) RD rur. août 2021 comm. 195
86. Création d'une procédure spécifique de sortie de crise Covid-19 (note sous L. n° 2021-689, 31 mai 2021, art. 13) RD rur. août 2021 comm. 194
87. - Inéligibilité aux procédures collectives de l'associé-exploitant d'EARL en cette seule qualité (note sous CA Angers, 13 juillet 2021, n° 20/01322) Lexbase Hebdo - Edition affaire n°688 du 16 septembre 2021
88. - Précisions jurisprudentielles relatives au contrôle des structures (note sous CE, 5 ème et 6 ème Ch. réunies, 16 juin 2021, n°437587 et CE, 5 ème et 6 ème Ch. réunies, 2 juillet 2021, n° 432801 et 432802) Lexbase Hebdo - Edition Privée Générale n° 875 2 sept. 2021
89. La cessation du bail principal entraîne la fin de la sous-location sans congé préalable, sauf en cas de renouvellement accordé par la propriétaire (note sous Cass 3e civ., 6 mai 2021, n°20-13.511), Rev. Loyers juil. 2021, n° 1019, p. 328
90. Réparation d'un abus de majorité pour cause de rémunérations forfaitaires versées à des associés-gérants (note sous Cass. 3e civ., 14 janv. 2021, n° 19-17.026) RD rur. juin 2021, comm.174

91. Nature de la créance de restitution de l'annulation de l'adhésion à un GAEC ayant fait l'objet d'un redressement judiciaire (note sous Cass. com., 20 janv. 2021, n° 19-19.424) RD rur. juin 2021, comm.173
92. Conditions de la poursuite de la convention de mise à disposition d'un bail rural après le décès du preneur, associé-exploitant de la société exploitante (note sous Cass. 3e civ., 22 oct. 2020, n° 18-20.127) RD rur. juin 2021, comm.172
93. La sanction du non-respect de la répartition des droits de vote entre nus-proprétaires et usufruitiers (note sous Cass. com., 13 janv. 2021, n° 19-13.399) RD rur. juin 2021, comm.171
94. Paiement d'un acompte sur l'indemnité d'expropriation au locataire (note sous Const. Const. Décision QPC n° 2021-897 du 16 mai 2021), Rev. loyers juin 2021, p. 275
95. Remboursement du solde créditeur d'un compte courant d'associé : principe et exceptions (note sous Cass. com., 27 mai 2021, n° 19-18.983, F-D) Lexbase Hebdo - Edition affaire n°681 du 24 juin 2021
96. Notion de propriété commerciale d'un preneur d'un bail commercial (note sous Cass. 3° civ., 11 mars 2021, n° 20-13.639) Rev. loyers mai 2021, p. 224
97. Modalités de réalisation d'un apport en nature à une société par actions simplifiée (note sous Cass. com., 12 mai 2021, n° 20-12.670, F-P) Lexbase Hebdo - Edition affaires n°677 du 27 mai 2021
98. Notion de plan de redressement et partenariat économique (obs sous CA Toulouse16 déc. 2020 n° 20/02233) Rev. proc. collec. 2021, comm. 35
99. Caractère insuffisant de l'inventaire (obs sous CA Bordeaux, 17 nov. 2020, n° 19/05537) Rev. proc. collec. 2021, comm. 34
100. Critères de la mission d'administration plénière (obs sous CA Versailles 10 nov. 2020, n° 20/02549 et 20/02550) Rev. proc. collec. 2021, comm. 33
101. Absence de qualité pour représenter le débiteur (obs sous CA Versailles 3 déc. 2020, n° 19/05939) Rev. proc. collec. 2021, comm. 32
102. Fonctionnement du compte bancaire (obs sous CA Montpellier, 24 nov. 2020, n° 17/06666) Rev. proc. collec. 2021, comm. 31
103. Régularisation par l'administrateur judiciaire dans le délai pour exercer un recours (obs. sous CA Chambéry 8 cot. 2020, n° 19/01956), Rev. proc. collec. 2021, comm. 30
104. Non-plafonnement de l'indemnité d'éviction pour absence d'atteinte disproportionnée au droit de propriété du bailleur (note sous Cons. const. 5 mars 2021, Déc. QPC n° 22020-887) Rev. loyers avril 2021, p. 172
105. Effets de la reprise d'une instance au fond suspendue : l'irrecevabilité de la demande n'est pas une décision de rejet de la créance interdisant la poursuite des associés (note sous Cass. com., 10 mars 2021, n° 19-22.395, FS-P) Lexbase Hebdo - Edition affaire n°670 du 25 mars 2021
106. Impossibilité de transiger pour le locataire en redressement judiciaire sans l'autorisation préalable du juge-commissaire (note sous Cass. 3° civ., 20 janv. 2021, n° 19-20.076) Rev. loyers mars 2021, p.115
107. Identification et accompagnement des agriculteurs en difficulté et prévention du suicide ou les 4 R à méditer et à partager : Repos, Recul, Réseau, Rebond, RD rur. mars 2021, Focus 45
108. Restitutions consécutives à l'annulation d'un contrat d'intégration : qui et combien ? (note sous Cass ? 1° civ., 25 nov. 2020, n° 18-24.769), RD rur. mars 2021, comm. 60

- 109.** Mise à disposition d'une société d'exploitation – Résiliation en cours de période d'observation (note sous Cass. 3e civ., 12 nov. 2020, n° 19-18.811), Rev. proc. collec mars 2021 comm. 49
- 110.** Associé d'une société agricole : incidence de l'affiliation à la MSA (note sous CA Pau, 2e ch., sect. 1, 23 janv. 2020, n° 19/00877) Rev. proc. collec mars 2021 comm. 48
- 111.** Restitutions consécutives à l'annulation d'un contrat d'intégration : qui et combien ? (note sous Cass. 1re civ., 25 nov. 2020, n° 18-24.769) RD rur. mars 2021, comm. 60
- 112.** La perte de la personnalité morale d'une société coopérative agricole pour cause de défaut d'immatriculation au RCS (note sous Cass. 1e civ., 6 janvier 2021, deux arrêts, n° 19-11.949, FS-P et n° 19-18.948, FS-P) Lexbase Hebdo - Edition affaire n°853 du 4 février 2021
- 113.** Création du Registre National des entreprises (obs. sous Ord. n° 2021-1189, 15 sept. 2021, JO 16 Sept 2021), JCP N 2021, act. 891
- 114.** Rachat par un GFA de ses propres parts sociales : taux applicable ? (note sous Cass. com., 24 juin 2020, n° 17-19.951) RD rur. févr. 2021, comm. 40
- 115.** Prestation ne portant pas sur une somme d'argent : absence de dérogation de l'article L. 641-11-1, IV aux règles de droit commun (note sous Cass. com., 9 oct. 2020, n° 19-10.685 et Cass. com., 9 oct. 2020, n° 19-14.388) RD rur. févr. 2021, comm. 39
- 116.** L'action tendant à réputer non écrite une clause du bail et les délais de paiement rétroactifs accordés au preneur (note sous Cass. 3e civ., 22 oct. 2022) Rev. loyers févr. 2021, p. 66
- 117.** Inefficacité de la renonciation au bénéfice du statut des baux commerciaux en cas de baux dérogatoires successifs (note sous Cass. 3e civ., 22 oct. 2020, n° 19-20.443), Rev. loyers janv. 2021, p.12
- 118.** Querelle pour cause d'arrachage des pieds de vigne : compromission de la bonne exploitation ou faute du bailleur ? (note sous Cass. 3e civ., 12 novembre 2020, n° 19-21.855, F-D) Lexbase Hebdo - Edition Privée Générale n°848 du 17 décembre 2020
- 119.** Séquestre conventionnel : obligation de restitution du dépositaire en liquidation judiciaire (note sous Cass. com., 23 septembre, 2020, n° 19-15.122) AJ Contrats d'affaires - Concurrence – Distribution, décembre 2020, p. 569.
- 120.** Action en requalification d'un bail saisonnier et titularité du bail (note sous Cass. 3e civ. 17 sept. 2020 n° 19-18.435, PBI) Rev. loyers déc. 2020, p. 472
- 121.** Améliorer la prévention et accompagner les agriculteurs en difficulté, RD rur. nov. 2020, Alerte 144
- 122.** Etendue de la mission de l'administrateur judiciaire au regard de la poursuite d'un contrat de bail (note sous Cass. com. 7 oct. 2020, n° 19-14.807) Lexbase Hebdo affaires 12 nov. 2020
- 123.** Extension volontaire du champ d'application lorsque le bailleur renonce à se prévaloir conventionnellement du défaut d'immatriculation du locataire (note sous Cass. 3e civ. 17 sept. 2020, n° 19-13.242, PBI) Rev. loyers nov. 2020, p. 413
- 124.** Étendue de la mission de l'administrateur judiciaire au regard de la poursuite d'un contrat de bail (note sous Cass. com., 7 octobre 2020, n° 19-14.807, F-P+B) Lexbase Hebdo - Edition affaire n°654 du 12 novembre 2020

- 125.** Point de départ de la prescription de l'action en résiliation du bail rural pour cession prohibée (note sous Cass. 3e civ., 26 mars 2020, n°18-26.073) Gaz. Pal. 27 oct. 2020, p. 20
- 126.** Transfert de la charge foncière au preneur en exécution d'un bail verbal (note sous Cass. 3e civ. 28 mai 2020 n° 19-10.056, PBI) Rev. loyers oct. 2020, p 364
- 127.** Liquidation judiciaire : absence de résiliation automatique du bail rural (note sous CA Nancy, 2e ch. civ., 12 déc. 2019, n° 19/00552 et CA Nancy, 2e ch. civ., 12 déc. 2019, n° 19/00526), Rev. proc. collec. sept. 2020, comm. 138
- 128.** Ordre professionnel : désignation d'un représentant et convocation (obs sous CA Nimes, 7 nov. 2019, n° 19/01055), RPC sept. 2020, comm. 137
- 129.** Ouverture d'une procédure collective d'une profession libérale (obs sous Cass ; com. 17 juin 25020, n° 19-10.464) RPC sept. 2020, comm. 136
- 130.** Conversion en liquidation judiciaire pour absence de projet de plan sérieux (obs sous CA Versailles, 17 déc. 2019 n° 19/05174) RPC sept. 2020 com. 125
- 131.** Fonctionnement du compte bancaire (obs sous CA Aix-en-Pce 9 janv. 2020 n° 18/19700) RPC sept. 2020, comm. 124
- 132.** Régularisation par l'administrateur dans le délai pour exercer un recours (CA Paris 15 janv. 2020, n° 19/18966) RPC sept. 2020, comm. 123
- 133.** Notion d'intérêt à agir à saisir le juge commis à la surveillance du RCS précisée (note sous Cass. com., 9 septembre 2020, n° 19-15.422, F-P+B) Lexbase Hebdo - Edition affaires n°648 du 24 septembre 2020
- 134.** Compensation légale des créances postérieures méritantes (note sous Cass. com. 1^{er} juillet 2020, n° 18-25.487) Lexbase Hedo Affaires du 23 juillet 2020
- 135.** Extension volontaire du champ d'application lorsque le bailleur renonce à se prévaloir conventionnellement du défaut d'immatriculation du locataire (note sous Cass. 3e civ., 28 mai 2020, n°19-15.001), Rev. loyers juillet 2020, pp. 317-321
- 136.** Obligation au passif de l'associé d'une société coopérative en liquidation judiciaire (note sous Cass. 1^{re} civ., 25 mars 2020, n° 18-17.721, F-P+B) Lettre d'actualité des Procédures collectives civiles et commerciales n° 13, Juillet 2020, alerte 174
- 137.** Liquidation judiciaire d'une coopérative agricole : rappel du principe de responsabilité des associés coopérateurs (Cass. 1e civ., 25 mars 2020, n°18-17.721), Lexbase Hebdo affaires du 18 juin 2020
- 138.** Bail dérogoire de courte durée : l'obligation de respecter le terme contractuel inférieur à trois ans (note sous Cass. 3e civ., 26 mars 2020, n° 18-16.113), Rev. loyers juin 2020, p. 279
- 139.** Difficultés des entreprises et des exploitations agricoles face aux covid-19 : adaptation des règles, JCP N 2020 12 juin 2020, act.495
- 140.** Rappels jurisprudentiels à propos de la clause résolutoire et la clause d'indexation du bail commercial (note sous Cass. 3e civ., 26 mars 2020), Rev. loyers mai 2020, p. 230
- 141.** Reprise de terres à vignes par un GFA exploitant et propriété des vignes plantées en cours de bail (note sous Cass. 3e civ., 20 juin 2019, n°18-16.908) Gaz. Pal. 5 mai 2020, p. 36
- 142.** Prescription extinctive de l'action en résolution du bail pour cession prohibée (note sous Cass. 3^e civ., 26 mars 2020, n° 18-26.073) Lexbase Hebdo éd. Privée n° 820 du 9 avril 2020
- 143.** Préjudice commercial de la perte du droit au maintien dans les lieux et indemnités d'éviction : des indemnités à distinguer (note sous Cass. 3e civ., 27 févr. 2020, n° 18-24.986) Rev. loyers avril 2020, p. 182

144. Modification du plan de cession par la cour d'appel : impossibilité de céder des biens inaliénables et pouvoirs de l'administrateur judiciaire désigné pour passer les actes nécessaires à la cession (note sous Cass. com. 5 févr. 2020, n° 18-19.576) Lexbase Hebdo Affaires n° 626 du 5 mars 2020
145. La clause d'indexation confrontée à l'article L.112-1 du Code monétaire et financier (note sous Cass. 3e civ., 6 févr. 2020, n° 18-24.593), Rev. loyers mars 2020, p. 120
146. Reconnaissance de l'obligation de payer les intérêts conventionnels par les mentions du warrant (note sous CA Caen, 2e ch. civ. et com., 5 sept. 2019, n° 18/02062) RD rur mars 2020, comm. 48
147. Fin de mise à disposition d'un bail au profit d'une EARL en difficulté (note sous CA Caen, 2e ch. civ. et com., 12 sept. 2019, n° 17/03931) RD rur mars 2020, comm. 47
148. Quelles relations homme/animal dans le cadre de l'exploitation agricole ? RD rur. févr. 2020, alerte 27
149. Le bénéfice du statut des baux commerciaux, effet de l'existence d'un droit direct du sous-locataire à l'encontre du bailleur (note sous Cass. 3e civ., 9 janv. 2020, n° 17-04.963) Rev. loyers févr. 2020, p. 69
150. Pouvoirs du débiteur après le jugement arrêtant son plan (note sous Cass. com., 25 sept. 2019, n° 17-25.744), JCP E 2020, 1048
151. Responsabilité pour insuffisance d'actif après résolution d'un plan ; précisions sur la condition d'antériorité de la faute (note sous Cass. com. 22 janv. 2020, n° 18-17.030), Lexbase Hebdo éd. Affaires n° 623 du 6 févr. 2020
152. Détermination du patrimoine sous procédure collective d'un débiteur EIRL (note sous Cass. com. 23 oct. 2019, n° 18-19.952), JCP E 2020, 1092
153. Inopposabilité de la déclaration notariée d'insaisissabilité (note sous Cass. com. 8 janv. 2020, n° 18-20.855), JCP E 2020, 1536
154. Quelles relations homme/animal dans le cadre de l'exploitation agricole ? RD rur. févr. 2020, Alerte 27
155. Conclusion d'un nouveau bail à l'issue d'un bail dérogatoire de courte durée (note sous Cass. 3e civ., 12 déc. 2019, n° 18-23.784), Rev. loyers janv. 2020, p. 14
156. Exclusivité de la demande d'ouverture : les demandes reconventionnelles des créanciers sont irrecevables (obs sous Cass. com ; 23 oct. 2019, n° 18-15.475) Gaz. Pal. 14 janv. 2020, p. 67
157. Dissolution d'une société en participation d'une profession libérale à durée déterminée (note sous Cass. 1e civ., 27 nov. 2019, n°18-21.207), Gaz. Pal. 21 janv. 2020, p. 23
158. Offre au public de titres : un cadre juridique modifié (obs. sous Ord. n°2019-1067, 21 oct. 2019 et Décret n° 2019-1097, 28 oct. 2019), Bull. Dict. Perm. Entrep. Agricole n° 539, déc. 2019, p. 13
159. Soumission du bailleur à la discipline collective de la procédure du locataire (note sous Cass. 3e civ., 4 juill. 2019, n° 18-16.453) JCP E 1579
160. Bail avec promesse de vente : caractéristiques de la créance de loyer (note sous Cass. com., 9 oct. 2019, n° 18-18.818) RD rur. déc. 2019 comm. 153
161. Non-éligibilité du gérant d'EARL aux procédures collectives : rappel (note sous CA Chambéry, 1re ch. civ., 3 sept. 2019, n° 18/02300), RD rur. déc. 2019 comm. 152

- 162.** Nullité des engagements souscrits par le gérant d'une société à responsabilité limitée à l'égard des tiers : la seule contrariété à l'intérêt social ne suffit pas ! (note sous Lexbase Hebdo Affaires 7 nov. 2019)
- 163.** Conversion d'un métayage en bail à ferme : la modification du contrat ne doit pas porter une atteinte disproportionnée au droit au respect des biens du bailleur (note sous Cass. 3e civ., 10 octobre 2019, n°17-28.862), Lexbase Hebdo édition privée n°802 du 14 novembre 2019
- 164.** Résiliation du bail en cours de liquidation judiciaire du locataire pour défaut de paiement des loyers et des charges postérieures au jugement d'ouverture (note sous Cass. com 9 oct. 2019, n° 18-17.563, PBI) Rev. loyers nov. 2019, p. 459
- 165.** Seul un coopérateur est tenu d'une obligation d'apport (note sous Cass. 1^e civ., 13 mars 2019, n° 17-26.471) Gaz. Pal. 23 oct. 2019
- 166.** Conditions d'affiliation d'un associé EARL au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (note sous Cass. 2^e civ., 29 mai 2019 n° 18-17.813) Gaz. Pal. 23 oct. 2019
- 167.** Conditions de l'exercice d'une fraude à l'égard d'un créancier d'un propriétaire (note sous Cass. 3^e civ., 28 mars 2019, n° 17-26.733) Gaz Pal. 23 oct. 2019
- 168.** Absence de conversion de saisies conservatoires avant l'ouverture de la procédure collective : inefficacité de l'opération de saisie et compensation pour dettes bancaires connexes (note sous Lexbase Hebdo affaires 10 oct. 2019)
- 169.** Action en responsabilité pour insuffisance d'actif et interdiction de gérer : nouvelles précisions de la Cour de cassation (note sous Cass. com. 17 avril 2019, n° 18-11.743) JCP E 2019, 1438
- 170.** Conditions de la vente d'un bien indivis soumis au droit de préemption de la SAFER en cas de liquidation judiciaire d'un des indivisaires (note sous Lexbase Hebdo éd. Privée 19 sept 2019)
- 171.** Mention obligatoire de l'existence de l'EIRL dans le jugement d'ouverture de la procédure collective (note sous Cass. com. 6 mars 2019, n° 17-26.605) JCP E 2019,1376
- 172.** Quels critères pour prioriser les offres de reprises ?(note sous CA Rennes, 3e ch. com., 7 mai 2019, n° 19/00426) RD rur. août 2019, comm. 76
- 173.** Aucune dérogation à la prohibition de cession hors cadre familial (note sous Cass. 3e civ., 6 juin 2019, n° 18-12.667) RD rur. août 2019, comm. 75
- 174.** Caractéristiques de la créance de réparation d'une infraction pénale commise par le débiteur (note sous Cass. com. 3 avril 2019 n° 18-10.645) JCP E sept.2021, 1421
- 175.** Procédure de rachat de cotisations : la lettre d'observations constitue une formalité substantielle (note sous Cass. 2e civ., 12 juillet 2018, n°17-18.766) Gaz. Pal. 7 mai 2019, p. 33
- 176.** Rédiger un moratoire pour les fermages impayés pour éviter la confusion de patrimoine, RD rur. mai 2019, Form. 1
- 177.** Suspension de l'exécution provisoire de la résolution du plan (note sous CA Poitiers, 20 déc. 2018, n° 18/000882) RD rur. avril 2019 com. 41
- 178.** Résolution pour défaut de règlement des dividendes (note sous Cass. com., 30 janv. 2019, n° 17-23.318), RD rur. avril 2019 com. 40

- 179.** Règles procédurales de la résolution d'un plan de redressement (note sous Cass. com. 5 déc. 2018, n° 17-25.818) RD rur. avril 2019 com. 39
- 180.** Conditions de requalification en bail rural d'une convention (note sous Cass. 3e civ., 20 décembre 2018, n° 16-24.821) Lexbase Hebdo Droit privé n°774 du 28 février 2019
- 181.** Résiliation du bail pour pratiques culturelles anormales, (note sous CA Douai, 13 déc. 2018, n° 17/03430), RD rur. févr. 2019 comm. 22
- 182.** Confusion de patrimoines pour abstention de recouvrement des loyers, (note sous Cass. Com., 7 nov. 2018, n° 17-20.601), RD rur. févr. 2019 comm. 21
- 183.** La société dans le projet de loi PACTE : intérêt social et raison d'être insérés dans le Code civil, RD rur. févr. 2019, Focus 17
- 184.** Conditions de la saisine de la juridiction compétente (note sous Cass. Com., 9 mai 2018, n° 16-27.243) RD rur. janv. 2019, comm. 7
- 185.** Non-éligibilité aux procédures collectives (note sous Cass. Com., 3 octobre 2018 n° 17-17.812) RD rur. janv. 2019, comm. 6
- 186.** Convention d'occupation précaire : caractérisation de la connaissance du projet de changement de destination des parcelles agricoles par l'exploitant (note sous Cass. 3e civ., 29 novembre 2018, n°17-15.292), Lexbase Hebdo Droit privé n° 768, du 17 janv. 2019
- 187.** Bail rural : conditions de la révision du loyer des bâtiments d'habitation (note sous CE 5e et 6e Ch., 9 nov. 2018, req. n° 408667), Lexbase Hebdo – Ed. Privée Générale, n° 764 du 6 déc. 2018
- 188.** Le preneur à bail rural peut invoque les restrictions de pouvoir du gérant d'un GFA bailleur, (note sous Cass. 3e civ., 14 juin 2018, n°-28.672), Gaz. Pal. 30 oct. 2018, p. 47
- 189.** Absence d'agrément du légataire de l'associé décédé (note sous Cass. Com., 5 avril 2018, n°16-18.097) Gaz. Pal. 30 oct. 2018, p. 46
- 190.** Lorsque le droit de reprise entraîne le démantèlement de l'exploitation (note sous CA Rouen, ch. civ. et com., 8 mars 2018, n° 17/0491) RD rur. nov. 2018 comm. 176
- 191.** Action en responsabilité pour insuffisance d'actif exercée par les contrôleurs (note sous Cass. com., 24 mai 2018, n° 17-10.005, FS-P+B+I) RD rur. nov. 2018 comm. 177
- 192.** Contribution aux pertes en liquidation judiciaire : action attitrée du liquidateur (note sous Cass. com., 3 mai 2018, n° 15-20.348, FS-P+B+I) RD rur. nov. 2018 comm. 178
- 193.** Cession du bail rural : appréciation de la bonne foi du preneur au regard de la régularité du paiement du fermage (note sous Cass. 3e civ., 11 oct.2018, n°17-11.112) Lexbase Hebdo – Ed. Privée Générale, n° 762 du 22 nov. 2018
- 194.** Résiliation du bail rural pour défaut de paiement : application littérale de l'article L. 411-31, I, 1° du Code rural et de la pêche maritime (note sous Cass. 3e civ., 13 sept. 2018, n°17-14.301) Lexbase Hebdo – Ed. Privée Générale, n° 758 du 18 oct. 2018
- 195.** Durée excessive de la liquidation judiciaire : obligation d'épuiser les voies de recours internes avant de saisir la Cour européenne des droits de l'homme (note sous CEDH, 21 mars 2017, req. n° 16470/15, P. c/ France), JCP E 2017 1492

- 196.
197. Compétente matérielle du tribunal de grande instance (note sous Cass. 3e civ.,18 oct. 2016, n° 14-27.212) Rev. loyers déc. 2016, p. 474
198. Conditions de la dénéiation du droit au statut des baux lors du renouvellement du bail Cass. 3e civ., 22 sept. 2016, n° 15-18.456) Rev. loyers nov. 2016, p. 427
199. Modalités de résiliation d'un bail commercial souscrit par des copreneurs solidaires Rev. loyers oct. 2016, p. 372
200. Paralysie de la clause résolutoire en cas d'ouverture d'une procédure collective (note sous Cass. 3^e civ. 26 mai 2016 n° 15-12.750) Rev. loyers juin 2016, p. 318
201. Exigence d'immatriculation personnelle en cas de décès du locataire (note sous Cass. 3e civ., 14 avril 2016, n° 15-14.275) Rev. loyers juin 2016, p. 281
202. Mise en œuvre de la cession judiciaire du bail commercial dans le cadre d'un plan de cession Rev. loyers mai 2016, p. 232
203. Conditions de délai de la requalification en bail commercial d'une location-gérance (note sous Cass. 3^e civ., 3 déc. 2015, n° 14-19.146) Rev. loyers févr. 2016, p. 62
204. Action en contestation de la validité du congé et redressement judiciaire du locataire (note sous Cass. 3e civ.,8 oct. 2015, n° 14-18.881) Rev. loyers déc. 2015, p. 501
205. L'absence de réponse du bailleur à la demande de renouvellement formée par le locataire Rev. Loyers nov. 2015, p. 442
206. Conditions de la révision triennale du loyer indexé Rev. loyers juil. 2015, p. 339
207. Bail emphytéotique : la révision du canon impossible Rev. loyers mai 2015, p. 237
208. Copreneurs : effets de la résiliation du bail par la liquidation judiciaire d'un seul locataire Rev. loyers mars 2015, p. 176
209. Qualification de la créance des travaux de remise en état et réparation du préjudice du bailleur Rev. loyers févr. 2015, p.65
210. Etendue de l'obligation de délivrance du bailleur Rev. loyers janv. 2015, p.29

Colloques - Interventions

Colloques – Interventions publiés

1. Les sociétés commerciales et les coopératives agricoles in « Droit de la distribution agricoles : quelles spécificités « ?, Cour d'Appel de Paris 30 mai 2024,ss. dir Pr. N. Disaux et G. Chantepie, actes à paraître
2. **La complexité du double patrimoine est-elle suffisamment bien appréhendée par le législateur ? : point de vue de l'universitaire** « Deux ans d'application du statut de l'entrepreneur individuel à deux patrimoines : ce qui a changé et ce qui doit changer

- (ajustement des pratiques, coexistence avec les corps de règles antérieurs, améliorations législatives). » ss. N. Pierre, Faculté de Droit de Grenoble, 15 mai 2024, actes à paraître
3. **Exploitations en difficulté et coopératives agricoles** in « Les exploitations agricoles fragiles », UFR SJEFG, Besançon 28 mars 2024, ss dir. Ch. Lebel, actes à paraître
 4. **La représentativité et des relations avec les adhérents en France**, in ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES VITIVINICOLES & DROIT DE LA CONCURRENCE : ENCORE DE LA SPECIFICITE VITIVINICOLE ? ss. dir. Pr. Th. Georgopoulos, Faculté de Droit de Reims 13 mars 2024, actes à paraître
 5. **Éthique : forces et faiblesses des coopératives agricoles** in « La coopérative, idéaltype de l'économie sociale et solidaire et de l'entreprise éthique ? » Journée d'étude interdisciplinaire, ss. dir K. Rasolonomalaza, Univ. Franche-Comté (CRJFC), Besançon, 23 nov. 2023, actes à paraître
 6. **Contraintes légales de l'œnotourisme en France**, « 1^{er} Congrès international relatif à l'œnotourisme, 23-25 octobre 2023 au Portugal (Santa Marta de Penaguião, Douro) / 1^{er} Nov. 2023 Argentine et 12 et 13 nov. 2023 Brésil (<https://tourismlaw.pt/program-of-1st-world-congress-about-wine-tourism-and-the-law>) », ss. dir Prof. Carlos Torres Institut supérieur du tourisme et de l'hôtellerie d'Estoril (ESHTE) - Intervention faite en anglais à paraître (Legal constraints of enotourism in France)
 7. **Les entreprises en difficulté et le recouvrement des cotisations**, in « La Mutualisté sociale agricole : Défis d'aujourd'hui et de demain » ss. dir. Scientifique Th. Tauran, MCF HDR Univ. Lorraine, 26 juin 2023, actes à paraître Revue de Droit Rural
 8. **Sécurité et souveraineté alimentaires : entre agronomie et agroécologie**, Colloque in « Droit de l'alimentation : nourrir, soigner, protéger » ss. dir. M. Depincé et C. Ribot, Montpellier, 14 octobre 2022, actes en cours de publication
 9. **Du registre des actifs agricoles au registre national des entreprises**, Colloque International « The organisation of agricultural activity through its registers » ss. dir. E. Muñiz (Univ. Valladolid, Espagne) dans le cadre du CEDR, 7 octobre 2022, en distanciel, publié in Revista Española de Estudios Agrosociales y Pesqueros 259 (2022), pp. 13-35
 10. **L'admission du cloisonnement patrimonial par le droit des entreprises en difficulté**, in Colloque « Le nouveau visage de l'entrepreneur individuel » ss. dir. J. N. Stoffel, Aix-en-Provence, 7 octobre 2022, PUAM 2023, pp. 137-148
 11. **Le rôle de l'étiquetage nutritionnel simplifié**, Colloque « Made in France et la valorisation de la qualité et du savoir-faire » ss. dir. M. Malaurie-Vignal et D. Heintz, Paris, 27 juin 2022 (La pomme de la discorde entre Nutri-Score et les signes de l'origine et de la qualité. Dalloz IP/IT, 2023, 01, pp.14. {halshs-03948454})
 12. **Disputatio sur l'exemple du bio avec O. Rollinger**, Colloque « Made in France et la valorisation de la qualité et du savoir-faire » ss. dir. M. Malaurie-Vignal et D. Heintz, Paris, 27 juin 2022, Dalloz IP/IT, 2023/1, pp.26. {halshs-03948456}
 13. **Loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante : quels apports pour la filière vitivinicole ?** 3^{ème} matinée d'actualisation en Droit viticole, Faculté de Droit et des Sciences Économiques ; Université de Perpignan Via Domitia ; Antenne de Narbonne, 23 juin 2022, actes en cours de préparation
 14. **Nouveau statut de l'entrepreneur individuel et sociétés agricoles**, 20^e Rencontre de Droit Rural, Agridées- AFDR, Paris 6 avril 2022 (200 pers.) actes à paraître Coéd. Lexisnexis Agridées.
 15. **Le nouveau statut unique de l'entrepreneur individuel et l'extinction programmée de l'EIRL**, « Premiers regard sur le nouveau statut d'entrepreneur individuel », ss dir. Pr. A. de Bissy, E. Cordelier et S. Delrieu, Université de Toulouse Capitole, 4 mars 2022 RJCom 2022, mai-juin 2022, pp. 219-223

16. Table ronde : **Eviter l'isolement par la prévention des difficultés des exploitations agricoles**, Colloque « L'isolement en ruralité » ss. Dir. S. Lebreton-Derrien et S. Moisdon-Chataignier, Faculté de Droit Antenne de Laval, Le Mans Université 19 novembre 2021 (actes à paraître Rev. Dr. rural)
17. **Table ronde : « Le point de vue des magistrats »** (Président de tribunal de commerce, juge-consulaire et représentant du ministère public) Animateur : Christine Lebel, Colloque « Regards croisés sur la réforme du Droit des entreprises en difficulté » ord. n° 2021-1193 du 15 sept. 2021), 17 novembre 2021, Lille, ss. Dir. B. Gandhour et D. Voinot, Revue des procédures collectives janv. 2022, Dossier 11
18. **Le financement des exploitations agricoles en difficulté**, Colloque « Le financement des entreprises : évolutions et actualités juridiques » ss. Dir. S. Atsarisis et P. Leurneur, 7 et 8 oct. 2021, Faculté de Droit P. Paoli, Corte (actes à paraître)
19. **Le droit rural et de la vigne, Table ronde « La participation aux instances décisionnelles »** Colloque « La société civile et la protection juridique de l'environnement et de la santé » 16 et 17 septembre 2021, UFR SJEFG Besançon ss. Dir. A. Dubuis et B. Lapérou-Schneider (Acte à paraître)
20. **La protection du nom du vin** in « La protection du vin », ss. dir. Romain Bouniol Faculté de droit et des sciences économiques – Narbonne Université de Perpignan Via Domitia (actes à paraître chez Mare et Martin)
21. **« L'optimisation des procédures : la réduction des coûts de procédure »** in « Les coûts de la faillite », colloque Lille, Rev. Proc. collec. janv. 2018, Dossier 14
22. **« Le foncier viticole en France : du portage familial au nouvelles formes de portage collectif »**, Colloque Univigne, 24-26 janvier 2019 à Reims, L'Harmatan 2021
23. **« Le sort des animaux en cas de procédure collective »** in Congrès AFRD 2019, Pléval St-André, 11 octobre 2019, Rev. Dr. Rural 2021, Dossier 9
24. **« Les clauses relatives aux baux de courte durée »** in ss. dir. B. Brignon, 21 septembre 2018, Aix-en-Provence, Annales des Loyers nov. 2018, pp. 185/199
25. **« Les plans des entreprises agricoles »** in « Les difficultés des entreprises agricoles » ss. dir. M. Dols Magneville, 25 mai 2018, Rev. Proc. collec. 2018, Dossier 38
26. **La liberté de choisir les valeurs transmises**, « La transmission de l'exploitation agricole : entre liberté et contraintes » ss. dir. V. Barabé-Bouchard, Faculté de droit et de science politique de l'université de Rennes 1, le 20 janvier 2017, Defrénois 23 nov. 2017, pp. 26-30
27. **« La sauvegarde du patrimoine viticole familial : quelles voies possibles ? »**, Les Rencontres du Clos Vougeot « Quelle durabilité en vigne et en cave ? », 5-7 oct. 2017, Chaire Unesco « Culture et Traditions du Vin » de l'Université de Bourgogne, in « Les Rencontres du Clos Vougeot 2017 » pp. 197-195
28. **« Baux commerciaux et baux ruraux »**, Les baux commerciaux au carrefour des droits, Colloque IDA/CDE et ACE, Marseille 6 juillet 2017, Loyers et Coprop. Octobre 2017, Dossier 13
29. **« Qualification juridique de la vente directe »**, in « Les producteurs face au marché », Actes du 31e Congrès de l'AFDR, RD rur. 2015, Dossier 20, pp.46-49
30. **« Les indisponibilités du droit des procédures collectives »**, in Actes du Colloques « Les indisponibilités », Douai 2013, Rev. Lamy Droit des affaires, 2013, 4788 et Dr.& patr. janv. 2014, p. 34
31. **« L'entreprise agricole conjugale en difficulté »**, in « Le couple en agriculture » Actes du 29e Congrès de l'AFDR, RD rur. 2012 RD rur. janvier 2013, Colloque 7, en collaboration avec M. Gobbé, avocat
32. **« De la vigne au droit »**, RD rur. 2012 (rapport de synthèse des 13e Entretiens de droit viti-vinicole « de la Villa Bissinger (Aÿ le 30 nov. 2011), RD rur. 2012, Dossier 22

Colloques – Interventions sans publications

33. **Les enjeux de l'agrivoltaïsme**, in « L'agrivoltaïsme » AFDR BFC, Macon 12 juillet 2024
34. « **100 ans d'expérience collective face aux défis techniques, environnementaux, juridiques, économiques et humains à venir** », AIDV section Europe, Châteauneuf du Pape 9 juin 2023 : Présidence des travaux de l'après-midi.
35. **Actualité de droit des affaires, UFR STGI, Belfort 16 juin 2023** rubrique « Actualité de droit des entreprises en difficulté »
36. **Le statut de l'agriculteur, entrepreneur individuel**, AgriDroit 13 sept. 2022, Paris
37. **Actualité de droit des affaires**, UFR STGI, Belfort 1^{er} juil. 2022
38. **Rapport de synthèse des 5^e Journées Internationales des Amateurs Eclairés de Vin (JIAEV) « Terroir, Assemblage, Effervescence »**, 11 et 12 juin 2022, Reims et Aÿ
39. **Transmission du foncier : l'évaluation, la donation la vente ou la location des terres**, Webinaire le 16 février 2022, organisé par la banque AgriMutuel et R. Aries, journaliste agricole
40. « **Réforme du droit des entreprises en difficulté** », conférence Agridroit-AFDR, Paris, 2 févr. 2022 (envir. 150 pers.)

41. « **Les coopératives agricoles : quelles transitions ?** » (Congrès AFDR 2021) 15 et 16 oct. 2021 Faculté de Droit de Dijon, Présidence des travaux de la matinée du 15 octobre 2021
42. « **Des difficultés financières au rebond : quels outils ?** » in « La protection du petit entrepreneur » ss. dir. S. Hazoug, Belfort 22 nov. 2019
43. **La transmission des exploitations viti-vinicoles** » ss. dir. A. Berramdane, A. Deroche et F. Labelle, Univ. Tous, 15 nov. 2019, **Présidence des travaux** de la matinée
44. « **De quelques aspects de la forêt vue par le juriste** », Matinées de la transition énergétique dans le pôle métropolitain Nord Franche-Comté, ss. dir. V. Bertrand, 7 nov. 2019, Belfort
45. « **Actualité du droit rural français** », Congrès CEDR, 19-21 sept. 2019, Poznan (Pologne),
46. « **Les sociétés agricoles** », Chambre des Notaires de l'Eure et Loire, 2 juillet 2019, Chartes
47. **Actualité en droit des entreprises en difficulté**, Journée d'actualité du droit des affaires, 27 juin 2019, Belfort
48. « **Les pratiques commerciales déloyales en viticulture** » 1^{ère} matinée d'actualisation en Droit Viticole, 21 février 2019, Narbonne
49. « **Les exploitants agricoles en difficulté** », in Entretiens de la Sauvegarde, 28 janvier 2019, Maison de la Chimie, Paris
50. **Congrès AFDR 2018**, « L'agriculture face à la firme – concentration, régulation, évolution » **Présidence des travaux** du vendredi 12 octobre 2018 après-midi « Quelle régulation pour quelle firme ? » Bourges
51. « **Entreprises agricoles et procédures collectives : terre de rencontre, terre de conflit ?** » in Les Rencontres de droit rural AFDR - Agridéas «Le droit rural à la croisée des chemins», 10 avril 2018, Paris

Ouvrages collectifs

1. *Traité des procédures collectives*, LexisNexis 2021 ss. dir. M. Menjucq, B. Saintourens et B.Soinne Parties rédigées :

Deuxième partie TRAITEMENT JUDICIAIRE DE L'ENTREPRISE

LIVRE II LA SAUVEGARDE

Titre I LA PÉRIODE D'OBSERVATION

Chapitre I – La poursuite de l'activité de l'entreprise en sauvegarde : pp. 1077 à 1186

Titre III LE PLAN DE SAUVEGARDE (3 chapitres) : pp. : 1745 à 1848

Chapitre I – La préparation du plan

Chapitre II – L'adoption du plan

Chapitre III – L'exécution du plan

LIVRE III LE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Chapitre I – La répartition des pouvoirs entre le débiteur et l'administrateur : pp 1955 à 1969

Chapitre III – Les spécificités du plan de redressement : pp. 2011 à 2026

Section I Les modalités d'adoption du plan de redressement

Troisième partie LES RÉGIMES SPÉCIFIQUES

LIVRE I LES RÉGIMES SPÉCIFIQUES DE DROIT INTERNE

Titre II L'AGRICULTEUR : pp. 2697 à 2746

Chapitre I – Champ d'application des procédures agricoles

Chapitre II – Le traitement administratif des difficultés des agriculteurs

Chapitre III – Les procédures amiables en agriculture

Chapitre IV – Les procédures collectives en agriculture

ENSEIGNEMENTS

I- Cours magistraux et Séminaires

A l'UFR SJEPEG -Besançon (Université de Franche-Comté) :

- *Droit des entreprises en difficulté*, Master I Droit des affaires (Cours magistral et TD)
- *Traitement des difficultés des entreprises*, Master II Droit des Affaires (Séminaires)

- *Droit des sociétés*, 3e année Licence Droit – Cours magistral de 2014 à 2019

- *Droit rural*, Master I Droit privé, cours mutualisé – Depuis 2014
- *Droit commercial* – Capacité Droit -Depuis 2020
- *Droit commercial* – Licence 3^e année AES Depuis 2020
- *Droit commercial* – Licence 2^e année AES 2014 de 2014 à 2016 - 48 h TD (CTU)

- *Licence Professionnelle Chargé de clientèle banque et assurance* : Droit de la banque et du crédit 2014 - 33h CM

A l'UFR STGI – Belfort (Université de Franche-Comté) :

- *Droit de l'entreprise individuelle*, Master I Droit de l'entreprise (Cours magistral et TD)
- *Droit de l'entreprise sociétaire*, Master I Droit de l'entreprise (Cours magistral et TD)
- *Droit de l'environnement*, Master I Droit de l'entreprise (Cours magistral et TD)

A l'Université de Bourgogne, Campus de Mâcon :

- Séminaire sur les sociétés agricoles, Master II de Droit rural depuis 2015

A l'Université de Champagne-Ardenne :

- *Droit de l'environnement viticole*, Master II Vin et spiritueux, 2019
- *Organisation professionnelles viticoles*, Master II Vin et spiritueux, depuis 2020

A l'Université d'Aix-Marseille :

- *Droit des coopératives agricoles*, DESU, 2020

A l'Université de Montpellier :

- *Droit rural*, Master II notarial, depuis 2022

A l'Université du Mans, Campus de Laval :

- *Droit Spécial des sociétés agricoles*, Master I Droit des entreprises et des affaires, depuis 2022

II- Travaux dirigés

Depuis 2017 : *Travaux dirigés en droit des entreprises en difficulté*, dans le cadre du cours magistral que j'assure le cours magistral

Depuis 2018, *Travaux dirigés en droit de l'entreprise individuelle, droit de l'entreprise sociétaire, et droit de l'environnement*, cours dans lesquels j'assure les cours magistraux

III- Formation professionnelle

2023 :

- IFPPC : Procédures collectives agricoles, 9 novembre 2023, niveau confirmés
- IFPPC Procédures collectives agricoles, 12 octobre 2023, niveau débutants
- EFACS (Ecole d'Avocats du Centre-Sud) : Sociétés agricoles, vendredi 21 septembre 2023

2022 :

- IFPPC : Procédures collectives agricoles, 25 octobre 2022, niveau confirmés
- IFPPC Procédures collectives agricoles, 18 octobre 2022, niveau débutants
- IFPPC : Procédures collectives agricoles, 12 mai 2022
- EFACS (Ecole d'Avocats du Centre-Sud) : Sociétés agricoles, vendredi 25 mars 2022

2020 :

IFPPC : Procédures collectives agricoles, 25 novembre 2020

2019 :

ENM Formation continue des juges consulaires : Droit des sociétés et procédures collectives, 4 octobre 2019 (Paris)

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

I- Direction de thèse

Thèses soutenues

- **Le préjudice collectif des créanciers d'une procédure collective, par Abdou Toure**, soutenue le 9 avril 2023
- **L'influence du droit des biens en droit des sociétés, par Tristan Gheidene**, soutenue le 10 mars 2023
- **Effcience et difficultés du droit des procédures amiables et collectives**, par Michel Di Martino, soutenue le 29 mars 2021
- **Les garanties du passif de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL)** par Geneviève Mildrey Nguema Obame, en codirection avec F. Jacquot, Professeur à l'Université de Lorraine, soutenue le 30 novembre 2018

Thèses en cours

- **Les groupements de sociétés en agriculture : entre ordre public agricole et libéralisme sociétaire**, par Victoria LUCKE (contrat doctoral)

- **Le portage du foncier par les coopératives agricoles**, par Samuel Rochefort
- **L'institution d'une assurance vie environnementale comme levier de sauvetage des entreprises en difficulté**, par Koffi Tsevi
- **L'optimisation de la structure sociétaire des professions libérales réglementées**, par Jordane Fahy
- **La protection des associés minoritaires à l'ère de la contractualisation en droit des sociétés**, Codirection avec K. RASOLONOROMALAZA (non HDR) par Chloé Wiedmann

- Participation à des jurys de thèse

- La notion de bien rural, par Hadrien Paoli-Michon ss. dir. Jocelyne Cayron, Maître de conférences et Laetitia Tranchant, Professeur, à l'Université Aix-Marseille, le 3 janvier 2023, *rapporteur*
- Le rebond du débiteur - Contribution à l'étude du droit de la défaillance économique par Sarah TOUBAL, sous dir. Jean-Jacques Taisne, Professeur émérite, Université de Lille, le 15 décembre 2022, *rapporteur*
- La transmission du patrimoine viticole à l'épreuve de la pluralité des ordres juridiques par Alexandra BOUARD, sous dir. Théodore GERGOPOULOUS, Maître de conférences HDR de l'Université Reims-Champagne-Ardenne, Reims, le 22 juin 2022, *rapporteur*
- Gouvernance de la filière forestière et gestion des risques incendie par Christian Pinaudeau, sous dir. Ronan Raffray, Professeur à Bordeaux IV, Bordeaux le 10 nov. 2020, *rapporteur*
- Sociétés et cautionnement, par Christelle Chieudji Nguedou, sous dir. Deen Gibirila, Professeur à l'Université de Toulouse 1, Toulouse 7 décembre 2018, *rapporteur*
- Le négoce de grains : étude de droit du commerce international, par Olabissi Oredola Christian Gonçalves, sous dir Olivier Cachard, Professeur à l'Université de Lorraine, Nancy le 12 décembre 2017, *rapporteur*
- Le rachat d'entreprises en difficulté, par Wahid Louassa, sous dir. Bastien Brignon, MCF HDR à l'Université d'Aix-Marseille, Aix en Pce le 6 décembre 2017, *rapporteur*
- Etude critique des modes de cession applicables au fonds de commerce dans le cadre de la réalisation des actifs en liquidation judiciaire, par Matthieu Bourdais, sous dir. Juliette Sénéchal, MCF HDR à l'Université de Lille 2, novembre 2017, *rapporteur*

- Étude du système bancaire mauritanien : aspects juridiques, par Mohamed Aly Lemrabott Lewfah, sous dir. Thierry Garnier, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille, Aix en Pce le 12 décembre 2016, *rapporteur*
- L'incidence de l'activité professionnelle sur le couple du chef d'entreprise, par Céline Brune-Jammes, sous dir. Deen Gibirila, Professeur à l'Université de Toulouse1, Toulouse le 6 octobre 2016, *rapporteur*
- La restructuration anticipée de l'entreprise en difficulté : l'anticipation du débiteur, par Habib Chemlali, sous dir. Bastien Brignon, MCF HDR à l'Université d'Aix-Marseille, Aix en Pce le 8 juin 2015, *rapporteur*
- Le principe "un homme, une voix" dans les sociétés coopératives, par C. Schmitt, sous dir. Jean-Pierre Legros, Professeur à l'Université de Franche-Comté, Besançon le 6 février 2015, *rapporteur*
- La pratique contractuelle des prestataires de services d'investissement confrontée à l'ordre public, par D. Klifa, sous dir. Bastien Brignon, MCF HDR à l'Université d'Aix-Marseille, Aix en Pce le 11 déc. 2014, *rapporteur*
- La protection des créanciers au sein des groupes de sociétés par F. Hmoda, sous dir. Jean-Pierre Legros, Professeur à l'Université de Franche-Comté, Besançon le 19 mars 2013, *rapporteur*
- Les contrats de location financière dans les procédures collectives d'apurement du passif en droits français et allemand comparés, par L. Franck, sous dir. François Jacquot, Professeur à l'Université de Lorraine, Nancy le 15 déc. 2011
- Croissance des coopératives : inflexions capitalistes ? par A. Stéphane, sous dir. François Jacquot, Professeur à l'Université de Lorraine, Nancy le 10 juillet 2010, *président du jury*
- Les activités économiques des collectives religieuses, analyse juridique, par M. Akapovie, sous dir. Isabelle Riassetto, Professeur, Université de Strasbourg, 9 déc. 2009, *rapporteur*
- L'élargissement du domaine d'application du droit des faillites par M. Laqtaïbi, sous dir. J.P. Legros, Professeur à l'Université de Franche-Comté, 4 déc. 2009, *rapporteur*
- Le dirigeant de fait en droit privé français par J.R. Nze Ndong dit Mbele sous dir. François Jacquot, Professeur à l'Université de Lorraine, Nancy le 9 juillet 2008, *président du jury*
- L'interposition de personne par D. Lhote, sous dir. Gilles Goubeaux, Professeur à l'Université de Nancy 2, 26 juin 2002
- Les incidences du passage à l'euro sur les contrats internationaux, par A. Bamba sous dir. François Jacquot Professeur à l'Université de Nancy 2, 9 déc. 1999

- Participation à des comités de suivi de thèse

Depuis 2019, participation à 6 comités de suivi de thèse dans le cadre du CRJFC (Université de Franche-Comté)

Comité de suivi de thèse Université Pasquale Paoli de Corte : G. Andréani, le 14 novembre 2022 et le 30 novembre 2023, « Propriété et droit forestier » ss. dir. A. M. Luciani

Comité de suivi de thèse université Pasquale Paoli de Corte : R. Guerrini le 30 novembre 2023 « Les mutations du droit des activités agricoles- Etude du cadre juridique de l'agriculture multifonctionnelle »

II- Responsabilités éditoriales, groupes de travail :

Depuis sa création en 2021 : Membre du Comité scientifique de la Revue Open Wine Law, revue à comité de lecture (Univ. Bordeaux)

Depuis 2018 : Membre du Comité scientifique de la revue JUS VINI (éd. Mare et Martin)

2021/2022 : Membre de la coordination des mélanges en l'honneur de Mme le Professeur A. Martin-Serf, octobre 2022 éd. Larcier

2021 : Membre du Comité d'organisation des mélanges en l'honneur du Professeur D. Gibirila « Rencontres multicolores autour du Droit », PU Toulouse 1 Capitole, 2021

2019 : Membre de la coordination des mélanges en l'honneur de R. Tinlot « La vigne, le vin, le droit : du local au global » Mare et Martin 2021

Depuis 2016 : Direction scientifique de l'Encyclopédie « Droit Rural » Lexbase

2011 : Membre de la coordination des mélanges en l'honneur du Président Daniel Tricot (parution janvier 2011, chez Litec-Dalloz) ; Remise à la Cour de cassation le 19 janvier 2011 par le Premier Président de la Cour de cassation.

III- Organisation de colloques et conférences :

2024 : « *Les exploitations agricoles fragiles* » (Besançon le 29 mars 2024)

2019 : « *La petite entreprise en difficulté* » (Besançon le 14 mars 2019)

Depuis 2017 : Participe à l'élaboration du programme scientifique du Congrès annuel de l'Association Française de Droit Rural en qualité de Vice-président de cette association

2016 : « *Le droit des sociétés, 50 ans après la loi du 24 juillet 1966* »,

Faculté de Droit de Besançon, 23 septembre 2016, actes publiés au Journal des sociétés 2016 (1e partie n° 146 nov. 2016 et 2e partie n° 147).

2015 : « *L'entreprise agricole après la loi d'Avenir* » (Besançon, mars 2015).

Colloque d'actualité sur la réforme sur droit rural par la loi d'Avenir pour l'Alimentation, l'Agriculture et la Forêt du 14 octobre 2015, Actes publiés à la revue de droit rural en 2015

2012 : « *Le couple en agriculture* » (Nancy les 12 et 13 octobre 2012)

2011 : *Le luxe et le Droit* (Nancy le 16 septembre 2011)

2010 : *L'entreprise individuelle commerciale et artisanale dans tous ses états* sous le Haut patronage du Secrétaire d'Etat aux PME (Nancy 3 décembre 2010)

2009 : *Le renforcement de l'efficacité des procédures collectives par l'ordonnance du 18 octobre 2008 et le décret du 12 février 2009* (Nancy le 11 juin 2009)

2007 : *Bicentenaire du Code de commerce* (Nancy le 20 septembre 2007) sous le Haut-Patronage de Mme Rey, Président du Tribunal de commerce de Paris, du Président de la Conférence des juges consulaires de France et du Président de la Chambre commerciale de la Cour de cassation

IV- Encadrement d'étudiants

Direction de mémoires de recherche en Master 2 Droit des affaires (UFR SJEPEG, Université de Franche-Comté)

Direction de mémoires de fin d'études en Master 2 Droit rural (Université de Bourgogne, site de Mâcon)

Direction de mémoires de fin d'études en Master 2 Vin et Spiritueux (Université de Champagne-Ardenne)

Encadrement des stages des étudiants en Master 2 Droit des affaires (UFR SJEPEG, Université de Franche-Comté) et *Master 2 Droit de l'entreprise* (UFR STGI, Université de Franche-Comté)

Encadrement des stages et mémoires des étudiants de la Licence 3 Droit, UFR SJEPEG Université de Franche-Comté

V- Participation à la vie académique

Directrice Ajointe en charge des études des études du SUP-FC depuis février 2023

- Responsabilités pédagogiques

Codirectrice du Master Droit des affaires UFR SJEPG depuis 2017

Responsable de la Licence Droit UFR SJEPG de 2014 à 2017

- Responsabilités scientifiques

Responsable de l'Axe 2 du Centre de recherches juridiques de Franche-Comté (Activités économiques et professionnelles) depuis 2016

Membre du Conseil de Laboratoire du CRJFC depuis 2016

Membre de l'Ecole Doctorale DGEP, Université de Bourgogne-Franche-Comté (COMUE) depuis 2017

Membre du Groupe de travail « UE Socle commun » Université de Franche-Comté, Niveau Conception, Mars 2023

Membre du jury ENM 2021 et 2023 (épreuves de spécialité, droit des affaires, Bordeaux septembre 2021)

Membre du jury du Concours d'entrée Ecole Régionale d'Avocats du Grand Est (ERAGE), tous les ans depuis 2014

Participation à des Comités des sélections (COS) :

Université de Franche-Comté (2024) : membre d'un COS de UFR SJEPG et Vice-Président d'un COS UFR STGI

Université Via Dominitia Perpignan (2022)

Université de FC (Besançon en qualité d'expert d'un autre COS) et de Paris-Sud (Sceaux) (2017)

Université de FC (Belfort) (2016)

Université de Lorraine (Nancy) et Nice (2012)

Université de Lorraine (Nancy) (2011)

Université FC (Besançon) et Université de Lille (2010)

Désignation en qualité d'expert (COS) chargés d'examiner des dossiers de candidats exerçant à l'étranger, non qualifiés par le CNU :

Poste n° 4536 en CNU 01, IUT BESANCON-VESOUL (2020)

Présidence de COS : Nancy (2011), Besançon (2017), Besançon (2022)

Membre comité recrutement LDR : Mulhouse (2017)

Fonctions antérieures :

Vice-Président de la Section de Droit privé, Université de Lorraine (Nancy) de 2007 à 2010

Coordinateur de la Commission consultative de droit privé, Université de Lorraine (Nancy) de 2009 à 2011

Membre de la Commission de spécialistes de la Faculté de Droit de Nancy de 2000 à 2003

Membre de la Commission de spécialistes de la Faculté de Droit de Strasbourg de 2005 à 2008

VI- Diffusion et rayonnement scientifique

A- Expertise

1. Académie Nationale de Médecine (ANM) : Commission 6. Rapport Groupe de Travail : « Déterminants et impacts de la qualité de l'alimentation sur la nutrition et la santé humaines », 2023/2024

Proposition portée par Jean-Louis Guéant, avec Charles-Henri Malbert, Jean-Paul Laplace, Robert Barouki, Catherine Buffet, Claude Giudicelli et Jean-Pierre Nicolas, membres de l'ANM, Olivier Cachard (Professeur de Droit, Université de Lorraine), Christine Lebel (Maître de Conférences HDR, Université de Bourgogne Franche Comté) et les contributions de Pierre-Etienne Bouillot (Pr Université de Pau), François Collard-Dutilleul (Pr université de Nantes, Membre de l'Académie Nationale d'Agriculture), Jean-Pierre Cravedi (DR INRAE), Laurent Laloux (ANSES), Bruno Le Bizec (Pr Ecole Vétérinaire de Nantes), Alexis Noel (Université de Lorraine), Claude Schummer (LNS, Grand-Duché du Luxembourg), Gilles Trystram (Dir Genopôle d'Ivry).

B- Sociétés savantes ou associations de juristes

Vice-Président de l'Association Française de Droit Rural (AFDR) et Présidente de la Section Bourgogne-Franche-Comté

Délégué France du Comité Européen de Droit Rural (CEDR)

Secrétaire Générale Adjointe de l'Association Internationale des juristes de Droit de la vigne et du vin (AIDV) et déléguée auprès de l'OIV (Organisation Mondiale de la Vigne et du Vin)

Union Mondiale des Agraristes Universitaires (UMAU)

Centre d'Histoire de la Vigne et du Vin (CHVV)

C- Diffusion du savoir (vulgarisation)

2. Intervention dans un média national

Journal télévision de TFI 20h, samedi 27 janvier 2024 : Interview à propos de la manifestation des agriculteurs et passage en ouverture du journal TV

3. Intervention dans un média régional

<https://campusbesancon.fr/replay/15-02-24-sortie-damphi-le-nutri-score-avec-christine-lebel/>

Emission « Sortie d'Amphi » du 15 février 2024 dans la rubrique « A la page science avec Christine Lebel. Elle s'intéresse au nutri-score, cet étiquetage que l'on retrouve dans les rayons de nos supermarchés », *durée 45'06''*

4. Guide la jurisprudence partie « Droit social » Ed. Prat 2024

5. Guide pratique de l'agriculteur (sauf chapitre fiscalité agricole), à compter de 2022, Editions EUROPA, ouvrage à destination des agriculteurs (2023)

6. Trois publications par an entre 2019 et 2022 à la **Lettre de l'Economie Rurale**, revue destinée aux exploitants agricoles, publiée par le groupe Francis-Lefebvre

7. « **Conversion du métayage en bail à ferme et le respect au droit** » Revue des Oenologues N°176 - Juillet 2020

8. « **Agriculteurs en difficulté** », conférence « Accès au Droit », 26 septembre 2019, Digoin (Saône et Loire) (120 pers.)

9. « **Le fonds agricole** », in « Agriculteurs : acteurs ou spectateurs » organisé par Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais, 14 mars 2018, Arras (150 pers.)